

SCS

Paris
Novembre 1993

INSEE

CONTRIBUTION À UN
MÉMORIAL
DU
SERVICE COLONIAL
DES STATISTIQUES
1923 - 1958



Pierre Sanner

CONTRIBUTION A UN

MEMORIAL

DU

SERVICE COLONIAL DE STATISTIQUES

1923 -1958

PIERRE SANNER

Novembre 1993

SOMMAIRE

PROLOGUE : LA STATISTIQUE COLONIALE AVANT LES STATISTICIENS	1
1- LA STATISTIQUE GENERALE DE L'INDOCHINE FRANÇAISE	
1.1 - De la création du Service, en 1922, à la Guerre de 1939	7
1.2 - L'Indochine française sous l'occupation japonaise.	10
1.3 - Le retour de la France et la résurrection de la Statistique Générale de l'Indochine	10
1.4 - La dissolution de l'Indochine française et les tentatives de survie de son Service de statistiques	13
2 - LA STATISTIQUE AU MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER	
2.1 - L'apparition des statisticiens au Ministère des colonies	16
2.2 - Naissance, sous l'Etat français, du Service colonial de statistiques	17
2.3 - Le Service de Statistiques du Ministère de la France d'Outre-Mer de 1944 à sa fin en 1958	19
3- LES SERVICES DE STATISTIQUES DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER	
3.1 - Le cadre réglementaire de l'organisation des services territoriaux	22
3.2 - La création de Services de statistiques dans les territoires d'outre-mer	23
3.3 - Les Services de statistiques de l'Afrique Occidentale Française	24
3.4 - Le Service de Statistiques du Togo	26
3.5 - Le Service de Statistiques du Cameroun	27
3.6 - Les Services de Statistiques de l'Afrique Equatoriale Française	27
3.7 - Le Service de Statistique Générale de Madagascar	29
3.8 - L'intervention des "Missions d'enquêtes statistiques"	29
EN ATTENTE D'UN COMPLEMENT D'INFORMATIONS	31

ANNEXES

ANNEXE 1 : Notes Biographiques	32
ANNEXE 2 : Organisation et Effectif du Service de la Statistique Générale de l'Indochine au 31 décembre 1947	51
ANNEXE 3 : Organisation et Effectif du Service de Statistique du Ministère de la France d'Outre-Mer au 30 juin 1950	52
ANNEXE 4 : Instructions ministérielles relatives aux services de statistiques dans les territoires d'outre-mer.	52
ANNEXE 5 : Enquêtes socio-économiques (1954-1958)	55
ANNEXE 6 : Bibliographie	57

REMERCIEMENTS.....

L'ébauche de ce Mémorial doit d'avoir été tentée à un appel de **Gérard THEODORE**; ses déficiences ne sauraient pourtant lui être imputées, s'il en a fourni les matériaux les plus précieux et stimulé l'exploitation.

Avec une inlassable bonne volonté, contrastant avec la réserve de quelques autres, de nombreux survivants du S.C.S. nous ont prodigué leurs souvenirs, Mesdames **BATTEUR, BONJOUR** et **MEMBOLT**, Mesdemoiselles **DOM** et **SOMBRUN**, Messieurs **ARNAUD, BEYER, BONJOUR, MULLIER, PROKOROFF, ROYER, SANSON-CARETTE**; mention toute spéciale revenant aux contributions de Madame **FICATIER** et de Monsieur **ROSENFELD**.

REGRETS.....

Les nombreuses lacunes et, sans doute, les erreurs que comportent notre "contribution" tiennent, en partie, à notre impossibilité d'avoir pu recourir à des archives administratives (celles du Service Colonial de Statistiques n'ayant pu être retrouvées à l'INSEE), de consulter Journaux Officiels et autres publications d'outre-mer ""délocalisés"" à Aix-en-Provence.

ESPOIR.....

Notre souhait sera donc que ces malfaçons puissent être réparées.

Novembre 1993

Pierre SANNER

Contribution à un mémorial du Service Colonial de Statistiques

Mémorial : monument commémoratif, selon l'une des acceptions reconnues par les dictionnaires de notre langue. Celui-ci est dédié aux statisticiens ayant œuvré aux "colonies", au temps où ces terres de la "France d'Outre-Mer" avaient leur propre administration et ministère, un temps qui s'est achevé en octobre 1958.

Sa dédicace impose à ce monument la forme d'un triptyque, la chronologie obligeant d'en consacrer

- le premier panneau, au **Service de la Statistique Générale de l'Indochine française**, fondé en 1922,

- le second, au **Service de Statistiques du Ministère des Colonies**, esquissé en 1933, consacré en 1943,

- le troisième, aux **Services de Statistiques des Territoires d'outre-mer** organisés, à partir de 1945, en Afrique Occidentale Française, en Afrique Equatoriale Française, au Togo, au Cameroun et à Madagascar.

PROLOGUE : LA STATISTIQUE COLONIALE SANS STATISTIENS

En tout temps et en tout pays, toute administration a un grand appétit de données numériques pouvant contribuer à témoigner de son action, et cette voracité est à son comble chez les administrations métropolitaines à l'égard de leurs expansions ultra-marines (1). L'Administration française n'échappe pas à la règle.

Sous l'Ancien Régime, il plaisait au Roi que ses sujets soient exactement dénombrés, et il semblerait qu'à leur dénombrement, les Gouverneurs des colonies aient apporté plus de rigueur et de constance que leurs homologues de la métropole (2).

En des temps plus proches, mais alors que l'Administration de la Marine avait encore en charge celle des colonies, leurs Gouverneurs se voyaient réclamer des "renseignements de statistiques" les plus divers. Ces injonctions furent, une première fois, codifiées en une volumineuse instruction du 25 février 1822. Elles devaient être souvent rappelées avant d'être à nouveau codifiées en une circulaire ministérielle du 15 février 1909, assortie d'instructions et de modèles de tableaux reproduits en une brochure de deux cent douze pages.

1- Jésus de Nazareth naquit ainsi à Bethléem par obligation statistique imposée par une administration coloniale par excellence.

2- Cf. J. Dupaquier et E. Vilquin : Le pouvoir royal et la statistique démographique. Communication aux Journées d'études sur l'histoire de la statistique, INSEE, 23-25 juin 1976.

Des renseignements qu'elle recueillait, l'Administration de la Marine diffusait l'essentiel, notamment en des brochures intitulées "*États de population, de cultures et de commerce concernant les colonies françaises*" dont la première fut éditée en 1832 (3).

Sous la Troisième République, l'Office colonial, constitué en 1899, reçut pour mission et principale activité de rassembler et de publier tout ce que l'Administration coloniale pouvait produire de statistiques ; sa production fut si abondante et si variée que nulle bibliographie ne l'a jamais encore complètement inventoriée (4).

Il faut bien convenir que ce flot de "statistiques" était de bien piètre qualité. La constatation en a été faite très tôt.

Affirmant, en un petit volume édité en 1886, alors que l'administration des colonies n'avait pas encore son autonomie, que "*La statistique est une boussole. En matière coloniale comme en toute autre question, elle joue un rôle prépondérant.*", Charles CERISIER n'en reconnaissait pas moins que pour tenir leur rôle, les statistiques "coloniales" appelaient amélioration (5).

L'apparition tardive du "statisticien" dans l'administration coloniale française ne peut donc être imputée à un mépris de la statistique. Elle tient plutôt à une autonomie financière qui limitait leurs services publics à leurs ressources propres.

Il n'étonnera pas dès lors que la première des colonies à s'attacher les services de statisticiens ait été la plus riche, l'Indochine. Le besoin d'une collecte ordonnée et d'une exploitation raisonnée de données contribuant à une connaissance de l'état et de l'évolution de la société et de l'économie y fut particulièrement ressentie. C'est à le satisfaire que s'attachait l'*Essai d'Atlas Statistique de l'Indochine française* réalisé par Henri BRENIER, Chef du Service des Affaires Economiques du Gouvernement Général de l'Indochine. Sorti des presses de l'I.D.E.O. à Hanoï, en 1914, cet ouvrage présentait, en grand format, et en 262 pages et 38 cartes hors-texte, l'essentiel des données disponibles, en 1912, sur la climatologie, la démographie, l'enseignement, la santé, la justice, l'administration, les productions, le commerce extérieur, la monnaie et les finances publiques, ces données étant introduites et parfois commentées par des "notices" documentées (6) L'Indochine était prête à accueillir des statisticiens lorsque survint la Première Guerre mondiale.

3- Le premier Annuaire statistique de la France parut, 46 ans plus tard, en 1878.

4- La mission de l'Office colonial fut poursuivie par les "Agences économiques des colonies", dont l'organisation a varié mais les statistiques publiées par leurs bulletins ne concernent guère que les échanges extérieurs des colonies.

5 - La critique des statistiques coloniales françaises a été particulièrement faite par BOUVIER et par ULMER (cf.Bibliographie en ANNEXE 7) s'agissant des statistiques d'avant le Service Colonial de Statistiques. Celle des statistiques postérieures reste à faire.....; elle ne manque pas de matières.

6 - Ces "notices" sont aujourd'hui le principal intérêt de l'*Atlas statistique* de BRENIER. Les données numériques qu'il renferme sont, malheureusement, présentées, non en tableaux, mais en graphiques (88 au total), dont il est dit qu'ils sont l'œuvre de "dessinateurs ignorant la langue française".

1 - LA STATISTIQUE GENERALE DE L'INDOCHINE FRANÇAISE

1.1 - De la création du Service, en 1923, à la Guerre de 1939

Rendant hommage à Lucien MARCH, auquel la France doit la véritable organisation de sa "statistique officielle", Henri BUNLE rapporte que, sa retraite venue en 1921, il poursuit cependant son action s'attachant à la création de l'Institut de Statistique de l'Université de Paris et "contribuant à la création du service de statistique de l'Indochine" (7)

L'Indochine française avait alors pour Gouverneur général Maurice LONG, dont l'attention portée aux problèmes économiques a été aussi appréciée que la "politique indigène"; il ne pouvait que répondre favorablement à la proposition de MARCH, appuyée par celle du Directeur de ses Services Economiques, l'Ingénieur des mines André LORCHARD.

Le 1^{er} septembre 1922, le Ministre du Travail, dont dépendait alors la Statistique Générale de la France, mettait à la disposition du Ministre des colonies, "en vue d'organiser le service de la statistique dans nos possessions d'extrême-orient", un statisticien de la S.G.F., **Fernand LEURENCE** (8). C'est à ce premier statisticien colonial que l'on doit l'organisation, parmi les services du Gouvernement Général, sis à Hanoï, de la **Statistique Générale de l'Indochine**.

Son "temps de séjour" expiré, LEURENCE devait rentrer en France, le 28 novembre 1925, et, après congé, réintégrer, le 1^{er} juin 1926, la S.G.F., dont il devait cependant démissionner peu après.

La continuité du service fut assurée par un deuxième statisticien, affecté en Indochine en mars 1923, Thadée SMOLSKI, jusqu'à l'arrivée en octobre 1926, de **Marcel LENOIR**. L'activité de ce statisticien confirmé devait être couronnée par la publication du premier des quatorze *Annuaire statistiques de l'Indochine*. Le 22 octobre 1927, Marcel LENOIR mourait à Hanoï.

La Statistique Générale de l'Indochine devait ensuite connaître quelques difficultés que Georges BOURNIER, qui en fut membre de 1929 à 1933, a ainsi rapportées:

"Jusqu'en 1927, le Service comptait 3 statisticiens, issus de la S.G.F., aidés de 4 secrétaires annamites d'excellent rendement.

Mais apparaissant comme une création personnelle (d'André LOCHARD), le Service allait subir les mêmes éclipses que l'étoile de son créateur ; en 1927, il était réduit à 1 statisticien; fin 1929, il était regonflé à 3, puis 4, détachés de la

7- "n'étant pas aussi heureux en Afrique du Nord où des services ne furent créés qu'en 1943, après deux voyages de moi-même et de CARMILLE" ajoute BUNLE .

Henri BUNLE : A propos de l'article de A.SAUVY " Statistique Générale et Service national de Statistique de 1940 à 1944. Journal de la Société de Statistique de Paris, 3^e Trimestre 1975, pp.245-247.

8 - Les informations biographiques recueillies sur les statisticiens cités sont rassemblées en **Annexe 1**

S.G.F; au début de 1933, il était retombé à 2, pour se trouver au début de la guerre et jusqu'à la fin de 1946 réduit à 1 seul statisticien"⁽⁹⁾.

Pierre PASQUIER étant Gouverneur général de l'Indochine (1928-1934), la Statistique Générale de l'Indochine obtint de la Statistique Générale de la France le détachement de deux de ses statisticiens, Henri ULMER et Georges BOURNIER. Né en 1889, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, où il fut le condisciple et grand ami d'Alfred SAUVY, **Henri ULMER**, le plus élevé en grade, prit la direction de la *Statistique Générale de l'Indochine* ; il devait l'assurer jusqu'en 1933, rentrant alors en France avec **Georges BOURNIER**.

La direction de la *Statistique Générale de l'Indochine* fut alors prise en main par un statisticien détaché de la S.G.F., **Gabriel CHEVRY**, auquel le Gouvernement général confia également la mission d'assurer le contrôle des sociétés d'assurance exerçant en Indochine. CHEVRY devait exercer cette double fonction jusqu'à son retour en France, en 1938 .

Il ne restait plus alors en Indochine qu'un seul statisticien de la Statistique Générale de la France, détaché en Indochine depuis le 15 mars 1923, **Thadée SMOLSKI**. Celui-ci devait assurer la survie de la Statistique Générale de l'Indochine au long des années tragiques que connut l'Indochine française de 1940 à 1946.

L'Annuaire Statistique de l'Indochine a été la grande œuvre de la Statistique Générale de l'Indochine, et, à ce titre, l'histoire mérite d'en être retracée.

Le premier Annuaire Statistique de l'Indochine est sorti, en 1927, des presses de la célèbre Imprimerie d'Extrême-Orient, édité sous le timbre :

Gouvernement Général de l'Indochine
Direction des Affaires Economiques
Service de la Statistique Générale

Cet Annuaire, se présentant comme un "premier volume", portait en sous-titre :

"Recueil des Statistiques relatives aux années 1913 à 1922"

Un "Avertissement", malheureusement anonyme, présentait ainsi cette œuvre :

" Depuis la parution, en 1914, de l'intéressant **Essai d'Atlas statistique de l'Indochine française** de H.BRENIER, aucune tentative n'a plus été faite pour réunir dans une même publication les renseignements chiffrés relatifs à cette Colonie.

Dès sa création, le Service de la Statistique à la Direction des Affaires Economiques du Gouvernement général a été chargé de combler cette lacune et de préparer l'édition de recueils périodiques destinés à prendre dans l'avenir la forme d'un annuaire statistique paraissant régulièrement".

9 - Georges BOURNIER: La Statistique Générale d'Indochine *Bulletin d'Information, INSEE*, janvier 1950, pp 59-67 . N.B. : La présence simultanée de 3 statisticiens n'a pu être établie; il en est de même des raisons de "l'éclipse" de LOCHARD.

Le "Deuxième volume" de l'*Annuaire Statistique de l'Indochine*, couvrant les années 1923-1929, devait paraître en 1931 sous le timbre

Gouvernement Général de l'Indochine
Inspection Générale des Mines et de l'Industrie
Service de la Statistique Générale de l'Indochine

En tête de ce volume un "Avertissement", non signé, explique ainsi ce changement de timbre :

"Supprimé en tant que rouage administratif distinct et disparu en fait à la fin de 1927, peu après la publication du premier volume de l'*Annuaire statistique* portant sur les dix années 1913-1922, le Service de Statistique générale de l'Indochine a été reconstitué deux ans après, sous le haut contrôle de l'Inspecteur général des Mines et de l'Industrie. L'une des premières tâches qui lui aient été assignées est de préparer le second volume de l'*Annuaire*, qui est aujourd'hui présenté au public."

Ce second volume, ne comportant pas moins de 380 pages, est particulièrement remarquable par les "notices" introduisant chacun de ses chapitres. A leur propos, l'Avertissement liminaire formulait de curieuses remarques:

"L'Inspecteur général des Mines et de l'Industrie a tenu, et il s'en excuse auprès des statisticiens professionnels que surprendrait cet aspect un peu insolite d'un tel recueil, à ce que les notices en précédant les divers chapitres fussent non seulement conservées après mise à jour, mais encore précisées et complétées. Il a espéré non seulement éviter ainsi des recherches fastidieuses, dans les textes souvent malaisés à consulter en dehors de l'Indochine, aux spécialistes curieux de savoir à quelles réalités vivantes, assez différentes parfois de celles qui leur sont familières, s'appliquent les nombres publiés, mais encore conquérir à cet ouvrage des lecteurs que pourrait rebuter la vue de simples tableaux de chiffres et qu'il est cependant désirable de pénétrer d'une information plus précise et plus profonde des choses de l'Indochine".

Bien qu'également publié sous le timbre de l'Inspection Générale des Mines et de l'Industrie, le troisième *Annuaire statistique*, couvrant les années 1930 et 1931, publié en 1932, ne comporte plus, cependant, de notices. Il devait en être malheureusement de même des *Annales* ultérieurs, à nouveau publiés sous le timbre de la Direction des Affaires Economiques puis, de sa nouvelle dénomination, de Direction des Services Economiques.

L' *Annuaire Statistique* était complété et actualisé par un *Supplément statistique mensuel* inclus dans le *Bulletin économique de l'Indochine* édité par la Direction des Services économiques ; en ce dernier Bulletin, des études particulières dues à des membres du Service de statistique générale ont été publiées; le recensement n'a malheureusement pu en être effectué (10).

10 - Une bonne présentation des travaux du Service de Statistique générale de l'Indochine a été donnée, par Henri ULMER, en un copieux article intitulé "Quelques données statistiques sur l'Indochine", publié dans le numéro de janvier-mars 1934 du *Bulletin Trimestriel de la Statistique Générale de la France*.

1.2 - L'Indochine française sous l'occupation japonaise

Pour extraordinaire qu'il puisse paraître, la débâcle de la France métropolitaine, en juin 1940, n'a pas entraîné la décomposition de la France d'Outre-Mer.

Par un accord conclu dès le 30 août 1940, le Gouvernement (de l'Etat) français avait ainsi obtenu du Japon, qui poursuivait sa conquête sanglante de la Chine, la reconnaissance de principe de la souveraineté de la France sur l'Indochine.

Sans relation avec la métropole, occupée par des forces armées japonaises, l'Indochine, sous l'autorité de l'Amiral DECOUX, demeura sous administration française. Dans ses bureaux de Hanoi, le Service de Statistique, réduit à un seul statisticien, Thadée SMOLSKI, poursuivit, tant bien que mal, ses travaux, produisant notamment deux Annuaires.

Il devait en être ainsi jusqu'au soir du 9 mars 1945, l'armée japonaise enlevant alors toute autorité à la France, dont elle arrêta les représentants et emprisonna les forces armées, passant au fil de l'épée quelques uns de ses chefs.

Selon Félix ROSENFELD :

"Le Service de la Statistique Générale de l'Indochine a continué à fonctionner à Hanoi après le coup de force du 9 mars 1945 sous le contrôle des Japonais, jusqu'en septembre de la même année.

Après la capitulation japonaise et la prise de pouvoir par le Viet-Minh, le Service a été maintenu sans modification importante, mais le Chef de service français, M. SMOLSKI, a été remplacé par un Chef de service annamite, M. NGUYEN THIEU LAU, et son nom changé en Service de Statistique du Viêt-Nam. Ce service a disparu après les événements du 19 décembre 1946" (11).

1.3 - Le retour de la France et la résurrection de la Statistique générale de l'Indochine

Après Hiroshima (6 août 1945), le Japon devait se résigner, le 13 août, à une capitulation, consacrée le 2 septembre 1945. Cette fin devait être mise à profit par le Viet-Minh pour proclamer l'indépendance de la République du Viet-Nâm, peu avant que les troupes chinoises n'entrent à Hanoi, le 11 septembre 1945.

Cependant, le Gouvernement provisoire de la République française, que dirigeait le Général de GAULLE, s'attachant à restaurer la souveraineté de la France sur l'Indochine, y dépêchait des émissaires et des troupes : le Commissaire de la République SAINTENY arrivait ainsi à Hanoi le 22 août 1945, le Général LECLERC débarquait à Saïgon le 5 octobre 1945, l'un et l'autre étant coiffés par l'Amiral Thierry d'ARGENLIEU qui fit son entrée à Saïgon le 31 octobre 1945.

Le 18 mars 1946, le Général LECLERC entrait à Hanoi à la tête de forces armées françaises. Le 19 décembre 1946, le Viet-Minh, dirigé par Ho-Chi-

11 - Félix ROSENFELD : Rapport sur l'activité du Service de la Statistique Générale de l'Indochine en 1947, Saïgon, 9 janvier 1948.

Minh, tentait de s'emparer de la capitale indochinoise; il en fut empêché de justesse par l'action conjuguée du Commissaire SAINTENY et des forces françaises sous le commandement du Général MORLIERES.

Dès les premiers moments du rétablissement d'une administration française en Indochine, le souci du rétablissement d'un service de statistique serait apparu. Selon Félix ROSENFELD :

"Un embryon de service de statistique a été créé en 1946 à Saigon, au sein de la Direction des études économiques. Ce bureau a travaillé en liaison avec un bureau analogue fonctionnant à Hanoi auprès de la délégation pour le Nord du Commissariat aux affaires économiques et utilisant les services de M. FELINE, ancien agent de la Statistique générale."

A Paris, **Georges BOURNIER**, depuis 1941 Inspecteur Général du Service National de la Statistique, avait obtenu de l'Amiral BLÉHAUT, Secrétaire d'Etat à la Marine et aux Colonies du Gouvernement de l'Etat français, la création d'un *Service colonial de statistique* qu'il animait. Réorganisé par décret du 15 avril 1946, ce service devait comporter, outre un échelon central au Ministère des Colonies, des services territoriaux dans chacune des colonies en relevant.

C'est dans ce cadre réglementaire que BOURNIER s'efforça de fournir à l'Indochine de nouveaux statisticiens.

Ses deux premières recrues, **Suzanne FREDON** et **Marthe SOMBRUN**, toutes deux attachées de l'INSEE, arrivèrent à Saigon dès le 18 novembre 1946.

Elles furent rejointes un mois plus tard par Félix ROSENFELD et Yves POULIGO, tous deux recrutés par contrat.

Recruté dans les conditions l'assimilant à un administrateur de 2^e classe de l'INSEE, **Félix ROSENFELD** devait assurer la reconstitution puis la direction du Service de Statistique Générale de l'Indochine jusqu'à sa disparition, le 31 décembre 1949.

A son arrivée, Félix ROSENFELD devait constater que l'organisation donnée en 1946 au Commissariat fédéral aux Affaires Economiques du Haut-Commissariat de France pour l'Indochine, désormais établi à Saigon, avait abrogé les dispositions ayant organisé les services du Gouvernement général de l'Indochine et omis d'y faire une place à un service de statistique. Sans reconnaissance réglementaire, le service de statistique générale ne subsistait qu'en utilisant le secrétariat et les moyens matériels de la Direction des études économiques du Commissariat fédéral aux Affaires Economiques ⁽¹²⁾.

Il devait également lui apparaître que si "la promulgation en Indochine du décret du 15 avril 1946, relatif à l'organisation et au fonctionnement du Service Colonial des Statistiques, aurait permis de considérer la Statistique Générale de l'Indochine comme une branche du S.C.S. et lui en aurait conféré les attributions essentielles", "cette promulgation était jugée

12 - Félix ROSENFELD, rapport cité plus haut

inoportune, dans l'état actuel des choses, en raison de la forme périmée de la rédaction du décret et aussi de son caractère quelque peu autoritaire" (13).

Félix ROSENFELD s'employa dès lors à une restauration du *Service de la Statistique Générale de l'Indochine* qui fut consacrée par un arrêté du 25 juillet 1947 du Haut-Commissaire de France pour l'Indochine, M. BOLLAERT.

Placé sous l'autorité du Conseiller Economique du Haut-Commissariat, le service se voyait attribuer en Indochine l'exercice des fonctions dévolues en France à l'INSEE. Il devait à ce titre recueillir les attributions de la Direction des études économiques à la suppression de celle-ci, le 1er juillet 1947, mais, par contre, perdre, en août 1947, le contrôle des entreprises d'assurances. Par arrêté du 21 avril 1948, lui fut rattaché le Secrétariat des Conférences Internationales, chargé d'assurer la participation de l'Indochine aux travaux des organismes internationaux.

Pouvoir en personnel le nouveau service ne fut pas aisé. Dans le courant de l'année 1947, **Yves POULIGO** avait été transféré aux Services Financiers du Haut-Commissariat pour y prendre en charge le contrôle des entreprises d'assurances et l'établissement de statistiques financières. Demandé dès septembre 1947, son remplacement ne devait trouver de candidat qu'en juillet 1948, en la personne d'un jeune administrateur de l'INSEE, frais émoulu de son Ecole d'application, **Jacques ROYER**. Après d'innombrables démarches, rendues encore plus pressantes par la connaissance des blessures infligées à ROSENFELD et, plus gravement encore, à son épouse, par un attentat à la grenade, ROYER réussissait à rejoindre son poste, avec sa jeune épouse, en février 1949 (14).

La liste nominative, les qualités et fonctions de tout le personnel du Service de Statistique Générale de l'Indochine au 31 décembre 1949 est donnée en Annexe 2, telle qu' elle figure au dernier rapport d'activité établi par ROSENFELD.

Parmi les travaux propres au Service, l'observation des prix et salaires, la construction d'indices des prix à la consommation, les enquêtes budgets familiaux ont eu une importance particulière.

Le Service devait cependant porter une attention, que n'ont pas toujours eue les autres services de statistique d'outre-mer, au rassemblement, à l'élaboration et à la diffusion de données recueillies par autrui.

Une des premières préoccupations de ROSENFELD fut de récupérer des précieuses archives rassemblées à Hanoi par l'ancien service. Il devait parvenir, en mars 1947, à en récupérer une grande partie (13 caisses et 69

13 - Selon les principes de la législation coloniale alors en vigueur, l'application effective outre-mer du décret de 1946 était subordonnée à sa promulgation locale par arrêté du Gouverneur Général.

14 - L'accueil réservé au jeune couple ne lui fut guère plaisant. J.ROYER rapporte (en 1992) : "Détail d'ambiance, le jeune ménage fut logé, après quelques jours chez les ROSENFELD, dans un hôtel en démolition, sans eau ni électricité, puis, après en avoir été chassé, par les ouvriers, dans une chambre de gardien de prison, hors du périmètre de sécurité de la ville Il fallut une demande de rapatriement, rédigée avec l'énergie du désespoir par J. Royer en juin 1949, pour que le Haut Commissariat se décide à lui attribuer un logement"

sacs) " grâce au concours précieux de Madame EHRARDT, secrétaire aux services économiques, et à celui de Madame CASTAGNOL, déléguée du Service des Bibliothèques et Archives ".

Au 31 décembre 1949, la bibliothèque du service, ouverte au public, aurait compté 1544 volumes ; la plupart des autres services d'outre-mer n'en ont jamais eu le dixième.

La compilation et la publication de bulletins et de l'Annuaire statistique furent reprises

Deux *Annuaire Statistiques* furent ainsi publiés, le premier couvrant les années 1943-1946, le second les années 1947-1948.

La publication de périodiques fut également reprise : *Bulletin Economique de l'Indochine*, assorti de divers "suppléments", *Bulletin statistique mensuel*, *Bulletin hebdomadaire de Presse économique*.

1.4- La dissolution de l'Indochine française et les tentatives de survie de son Service de Statistique

La Constitution donnée à la France le 21 septembre 1946 offrait aux pays d'outre-mer une "situation d'Etat associé au sein de l'Union française". Cette "situation" devait être adoptée par le Cambodge et le Laos dès le 23 décembre 1947, consacrée le 19 juillet 1949, concernant le Laos et, le 8 novembre 1949, s'agissant du Cambodge. Le Viet-Nâm ne devait s'y rallier qu'en décembre 1949 aux termes d'accords conclus à Pau.

Individuellement associés à la République française, les Etats du Cambodge, du Laos et du Viet-Nâm n'étaient guère disposés à s'associer entre eux ; le démantèlement des services communs et centralisateurs de la Fédération indochinoise leur paraissait même la consécration nécessaire de leur personnalité.

Les "services communs" de l'ex-Fédération indochinoise dont avait hérité le Haut-Commissariat de France en Indochine, qui subsistait à Saigon, avaient grand-peine à clarifier leur situation. Le *Service de Statistique Générale de l'Indochine*, que venait de quitter son chef, n'ayant plus de base légale, Jacques ROYER fut nommé, le 1er janvier 1950, *Chargé des Affaires statistiques* auprès de M. PENAVAL, Conseiller économique du Haut-Commissaire, héritant de facto des missions, des ressources en personnel et en matériel de l'ex-Service de Statistique Générale (15).

Apportant, en décembre 1991, sa contribution au présent Mémorial, Jacques ROYER témoigne:

La logique de cette situation était celle même des accords de Pau : se donnant une mission de coordination inter-états, le Haut-commissariat entendait garder à sa disposition le maximum de moyens et d'actifs. En pratique, cependant, un seul Etat, le Viêt-Nam, se posait en rival pour la disposition des

15 - L'effectif budgétaire des statisticiens était cependant réduit de deux à un (par départ de F. ROSENFELD) et le *Secrétariat des Affaires internationales* était transféré aux Services diplomatiques du Haut-Commissariat.

actifs situés à Saigon (notamment les immeubles), et en prévision des négociations à venir dans chaque domaine particulier, aucun texte ne se risquait à définir ce qui serait alloué aux services communs. Ainsi, ni les contenus, ni les modalités ni aucun calendrier n'étaient définis pour les transferts à venir de l'ex-Service de la Statistique générale de l'Indochine vers " *l'Institut de Statistique et des Etudes Economiques du Viêt-nam* " et ses homologues éventuels. De ce fait, ici comme dans de nombreux domaines, risquait de s'installer une logique d'opposition, le Gouvernement vietnamien accusant la France de retenir d'une main ce qu'elle donnait de l'autre.

Cependant, entre le Chargé des Affaires Statistiques et le Directeur vietnamien, Mr NGO NGOC DOI, installé dans les mêmes locaux, s'instaura progressivement une atmosphère de confiance. Cela tint sans doute à la personnalité aimable de ce dernier mais aussi au grand succès de l'initiative prise par J. ROYER d'instituer un cours de statistique dans l'embryon d'université en cours de création à Saigon.

Une demande d'assistance du Gouvernement du Cambodge, soucieux d'établir un contrôle statistique sur tous les échanges de marchandises avec le Viêt-nam, devait être saisie par J. ROYER, avec la bénédiction du Haut-Commissariat qui voyait dans cette demande une illustration de sa vocation inter-états. Il n'y avait alors au Cambodge aucun statisticien formé, et faute de mieux, il s'institua une étrange mais féconde collaboration, au rythme d'une courte visite de J. ROYER toutes les trois ou quatre semaines. Chaque visite commençait invariablement par une assemblée générale du service, du portier au Directeur, où chacun faisait part de son évaluation de la situation, et formulait les critiques qui étaient apparues depuis la visite précédente.

Au total, le bilan de cette période de transition allant de janvier 1950 à juillet 1951, date du départ de J. ROYER, lui paraît pouvoir être esquissé ainsi :

- sur le plan institutionnel, les changements avaient été très lents.

Le Service continuait, grosso modo, à fonctionner avec le même personnel que par le passé, notamment Mademoiselle SOMBRUN, et avec les mêmes missions; ses publications se faisaient toujours sous l'égide du Haut-Commissariat.

- deux Services nationaux étaient en cours de création, au Viêt-nam et au Cambodge, et l'élan était donné pour instituer ce que plus tard on devait appeler une coopération technique avec l'INSEE. Au Laos, le troisième Etat, une mission préparait les voies à un appel qui ne devait se produire qu'après 1951 (16).

- aux "Affaires Statistiques" du Haut-Commissariat, un successeur était désigné, **Pierre ECHARD**, Administrateur de l'INSEE.

L'insistance de la France, les difficultés d'une liquidation rapide d'anciennes structures administratives devaient conduire les trois Etats du Cambodge, du Laos et du Viêt-nam à accepter, à contre-cœur, la constitution d'institutions communes. Il en fut ainsi en matière monétaire,

16 - La Direction de la Statistique du Cambodge eut recours quelque temps à l'assistance technique de **PENEL**, attaché de l'INSEE. L'Administration du Laos bénéficia de plusieurs missions de Mlle SOMBRUN pour l'élaboration d'un Annuaire Statistique, puis d'une mission de Mlle **DOM**, administrateur de l'INSEE, en 1957-1958. Mlle **FREDON** servit à l'Institut de Statistique et des Etudes Economiques du Viêt-nam jusqu'en juin 1953.

entraînant la constitution d'un Institut d'émission des Etats du Cambodge, du Laos et du Viêt-nam. Celui-ci entra effectivement en fonction le 1er janvier 1952. Ses "services centraux", établis 78 Rue Richaud, à Saigon, comprenaient, notamment, relevant du Contrôleur général (M.GRIFFAULT), un Service des Etudes Economiques et Financières, à la direction duquel fut appelé **Pierre ECHARD**.

Trois attachées de l'INSEE lui portèrent assistance : Mlles **Marthe SOMBRUN**, **Yvette LEGROS**, arrivée en janvier 1953, et **Jacqueline LACROIX**, également arrivée en janvier 1953, mais dont le séjour fut écourté pour raison de santé. A ce service fut également affecté, en 1954, un ingénieur du service météorologique, **André HAMAIDE**, qui devait peu après être intégré dans le cadre des administrateurs de l'INSEE.

La vie de cet institut d'émission inter-Etats fut de courte durée.

Le 7 mai 1954, les troupes françaises concentrées à Diên Bien Phu capitulaient. Le 21 juillet 1954, étaient signés, à Genève, les accords mettant fin à la prépondérance de la France en Indochine et à toute forme d'association patronnée par elle entre les trois Etats qui en étaient issus.

Chacun des Etats estimant devoir avoir sa propre monnaie, la dissolution de l'Institut d'émission des Etats du Cambodge, du Laos et du Viêt-nam fut décidée, devant prendre effet dès le 31 décembre 1954. Pour assurer la liquidation de l'institution, ses services centraux continuèrent cependant à fonctionner quelques mois, Marthe SOMBRUN assurant notamment la réalisation de l'importante annexe statistique jointe au rapport relatif à sa dernière année d'activité.

Le 15 mai 1955, les dernières forces armées françaises quittaient le Viêt-nam. Le Haut-Commissariat de France en Indochine cédait la place à un Haut-Commissariat de la République dans chacun des Etats associés. Au Haut-Commissariat de la République française au Viêt-nam fut alors constitué un *Bureau de Statistique* rattaché au Conseiller commercial (Roger LUCAS), relevant lui-même du Conseiller Economique et Financier (l'inspecteur des finances VALLS). Ce Bureau de Statistique fut dirigé par Marthe SOMBRUN du 16 mars 1955 à juin 1956, puis par Yvette LEGROS.

En 1956, le Haut-Commissariat de la République française au Vietnam disparaissait à son tour, cédant la place à une Ambassade de France au Viêt-Nam. Cette ambassade comprenait un Conseiller Commercial dont les services comptèrent de quatre à cinq agents chargés de l'établissement de statistiques commerciales. Yvette LEGROS, devenue **Madame BATTEUR**, assura l'animation de cette activité statistique jusqu'en mai 1965, réintégrant alors l'INSEE et mettant ainsi fin à notre chronique indochinoise.

2 - LA STATISTIQUE AU MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

2.1- L'apparition des statisticiens au Ministère des Colonies

Le *statisticien professionnel* n'a trouvé place parmi les agents du Ministère des Colonies qu'à la fin de l'an 1933.

La Rue Oudinot a alors accueilli, recueilli serait mieux dire, deux statisticiens détachés en Indochine par la Statistique Générale de la France et que celle-ci déclarait ne pouvoir réintégrer faute de crédits. Ces deux statisticiens avaient nom **Henri ULMER** et **Georges BOURNIER**.

La place faite Rue Oudinot à ces deux statisticiens était modeste. L'Annuaire du Ministère des Colonies pour l'année 1939 les situe à la Direction des Affaires Economiques, 3^e Bureau, un bureau chargé au premier chef du "Régime douanier colonial" et, par accessoire, des "informations et statistiques commerciales".

L'activité de ces statisticiens n'en a pas moins été grande dans le recueil et l'élaboration de statistiques, s'exprimant par la publication :

- de statistiques et d'études diverses insérées dans le *Bulletin Trimestriel de la Statistique Générale de la France* ou le *Journal de la Société de Statistique de Paris* ;

- d'un Annuaire statistique de l'A.O.F. (3 volumes successifs) dont la publication fut assurée par l'Agence économique de l'A.O.F.;

- d'un Bulletin Mensuel de Statistiques Coloniales, édité sous le double timbre de la Direction des Affaires Economiques et du Service Intercolonial d'Information et de Documentation, mais en fait œuvre des seuls statisticiens.

Cette activité s'est également manifestée par des interventions répétées pour la constitution outre-mer de services de statistique. Elle a sans doute eu pour première forme des "notes" à l'intention des "autorités supérieures", mais également de parlementaires et de journalistes ; ces notes n'ont pu être retrouvées, mais l'inspiration en apparaît dans des articles de presse et des rapports présentés au Parlement. Mention particulière doit être faite du rapport sur le projet de budget général (Colonies) de l'exercice 1934 présenté, en février 1934, par le Dr. LANCIEN, Sénateur, dont le chapitre VI (pp.111-117) est consacré à la : "Nécessité d'un service de documentation et de statistiques coloniales" (17).

On notera que, de 1933 à la guerre, la voix de la statistique coloniale a été celle d' **Henri ULMER**.

17 - Les exemples de lacunes et d'erreurs des données disponibles ainsi que les propositions de réforme formulées par LANCIEN se retrouvent en effet dans la communication présentée, en 1938, à la Société de Statistique de Paris par H. ULMER.

Si l'activité "productrice " paraît avoir été généralement appréciée, l'activité "promotionnelle" ne pouvait manquer d'irriter.

Une de ces crises chroniques d'économies budgétaires et de réforme velléitaire que connaît l'administration française devait provoquer une contraction des "Agences économiques " qui avaient alors en charge la collecte et la diffusion des informations économiques ; des "places" devaient être trouvées à ceux qui en perdaient ou qui n'en ayant point en cherchaient. Un décret du 29 juillet 1939, en même temps qu'il "réorganisait" les Agences économiques, décidait de la création, au ministère des colonies, d'un *Service de documentation et de statistiques économiques*, rattaché à la Direction des services économiques. Ce décret disposait expressément que ce nouveau service serait "assuré par des agents appartenant aux cadres normaux de l'administration centrale des colonies", les fonctions de chef de service pouvant cependant être confiées à un contractuel !

Cette création plaçait en singulière position les trois statisticiens de la S.G.F. alors détachés Rue Oudinot, **Gaston CHEVRY**, rentré d'Indochine en juin 1938, y ayant rejoint BOURNIER ET ULMER; mais quelques jours plus tard, Adolf Hitler les appelait tous à d'autres occupations.

En août 1939, ULMER, BOURNIER et CHEVRY, tous les trois officiers de réserve, furent mobilisés. ULMER devait être tué peu après. CHEVRY fut fait prisonnier et le demeura la Guerre durant. Démobilisé, BOURNIER rejoignit la Statistique Générale de la France, dont il devint sous-directeur. Avec tout le personnel de la S.G.F., il fut intégré, par décret du 11 décembre 1941, dans les nouveaux cadres du nouveau Service National de Statistique avec le grade d'Inspecteur général de 2^e classe.

2.2 - Naissance, sous l'Etat français, du Service Colonial de Statistique

La Guerre devait démontrer l'importance vitale d'une information statistique détaillée et fiable sur toutes les ressources et consommations, humaines et matérielles, de l'Empire susceptibles d'être mobilisées ; cette nécessité n'était pas moindre pour la France battue. Ainsi s'explique, sans doute, l'attention portée par le Gouvernement de l'Etat français à la réorganisation et à l'extension des services de statistique. Elle se manifesta par la création,

le 15 décembre 1940, du Service de la démographie dirigé par René CARMILLE ;

le 11 octobre 1941, du Service National des Statistiques, par fusion de la Statistique Générale de la France, de l'Institut de conjoncture et du Service de la démographie ;

le 24 octobre 1941, des cadres (Inspecteurs Généraux, Administrateurs, Attachés, Commis) du Service National de Statistique et d'une Ecole d'application des élèves administrateurs et élèves attachés.

Cette nouvelle organisation conférait au Service National des Statistiques (et à son personnel) une sorte de prééminence dans

l'établissement et la diffusion des "statistiques nécessaires à la politique démographique, économique et sociale du Gouvernement" et ce, non seulement dans la métropole, mais également dans "l'Empire français" (18).

Une telle prétention impériale d'un service rattaché au Secrétariat à l'économie nationale avait cependant bien du mal à s'affirmer au regard des compétences habituelles du Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères et du Secrétaire d'Etat aux Colonies.

L'article 3 de la loi du 11 octobre 1941, disposant que le Service National de Statistique comprendrait "des organes annexes rattachés à chacun des secrétariats d'Etat", devait cependant trouver ici application, au ministère des colonies tout au moins.

Par arrêté du 2 octobre 1943, l'Amiral BLÉHAUT, Secrétaire d'Etat à la Marine et aux Colonies, décidait, en effet, la création d'un Service colonial de statistique.

L'autorité conférée par ce modeste acte de naissance ayant paru contestable, cette création devait être confirmée par une loi n°140 du 20 mars 1944 organisant le service colonial de statistique, loi contresignée non seulement par le Secrétaire d'Etat à la marine et aux colonies (Amiral BLÉHAUT) mais également par le Secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances (Pierre CATHALA).

L'article 1^{er} de cette loi disposait que "Le service colonial de statistique est placé sous l'autorité exclusive du Secrétaire d'Etat à la marine et aux colonies". Mais cette autorité était battue en brèche par l'article 3 de la même loi, selon lequel "le fonctionnement du service colonial des statistiques est assuré dans la métropole et dans les territoires d'outre-mer par du personnel spécialisé (administrateurs et attachés) détaché du Service National des Statistiques".

La décision de l'Amiral BLÉHAUT tient, vraisemblablement, beaucoup à l'action de **Georges BOURNIER**.

Dès 1941, Georges BOURNIER, établi Rue de la Ville l'Evêque, mettait en œuvre la compilation de statistiques du commerce extérieur des possessions françaises, consacrant à cette tâche André BILQUEZ et Marthe SOMBRUN (19). Il se serait également réinstallé "officieusement" Rue Oudinot, y occupant deux bureaux, avec un attaché (Jacques GUAY) et deux dactylographes du Secrétariat d'Etat aux Colonies.

18 - L'attribution était ainsi conférée au Service National de Statistique "d'établir, de rassembler et de mettre à jour les statistiques relatives à l'état et au mouvement des personnes et des biens dans la métropole et dans l'Empire français" .

19 - Edité en 1941 sous le timbre du Secrétariat d'Etat aux colonies - Direction des Affaires Economiques, ce recueil des "Statistiques du commerce extérieur des possessions françaises en 1938" a été l'une des œuvres les plus utiles de la statistique coloniale. Aujourd'hui encore, la "note introductive" de BOURNIER devrait être une lecture obligatoire pour tout manipulateur de statistiques du commerce extérieur des colonies et de tout pays "en voie de développement".

A la création du Service Colonial de Statistique, par arrêté du 3 octobre 1943, l'effectif de son personnel se vit porté à quinze personnes :

- un Inspecteur général, trois administrateurs, trois attachés, trois commis, détachés du Service National de Statistique,
- trois secrétaires auxiliaires et deux sténo-dactylographes du personnel du Secrétariat d'Etat aux colonies ⁽²⁰⁾.

S'agissant des statisticiens "détachés du S.N.S, ils avaient nom :

Georges BOURNIER, Inspecteur général,	Pierre BEYER, Attaché,
Pascal-Gaston MARIETTI, Administrateur,	Gérard DUBOIS, Attaché,
Albert FICATIER, Administrateur,	Jacques GUAY, Attaché.
Jean LABORDE, Administrateur	

Cette première phalange aurait été rejointe dès avant août 1944 par de CHAUNAC-LANZAC, Administrateur, Andrée BILQUEZ, Marthe SOMBRUN, Monique THOUVENIN, attachées, Mesdames GUEGUEN, LEFRANC, VILLOME et deux autres agents dont l'identité n'a pu être précisée.

2.3 - Le Service de Statistique du Ministère de la France d'Outre-mer de 1944 à sa fin en 1958.

L'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental devait maintenir "provisoirement applicables" la loi du 11 octobre 1941 organisant le Service National des Statistiques ainsi que la loi du 20 mars 1944 organisant le Service Colonial de statistique.

Dans ce cadre, l'organisation et le fonctionnement du Service Colonial de Statistique furent confirmés par Décret n°46-221 du 15 avril 1946.

Quelques jours plus tard, l'organisation métropolitaine devait être redéfinie, le Service National de Statistique cédant la place à l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques pour la Métropole et pour la France d'Outre-Mer (Loi de finances du 17 avril 1946).

Par sa dénomination même, le nouvel organisme affirmait sa compétence dans la France d'Outre-mer. Les textes d'application de la loi furent beaucoup moins explicites, négligeant toute considération ultramarine.

Le décret du 14 juin 1946 disposait seulement que l'INSEE comprendrait, notamment, "des organes annexes dans les différents départements ministériels", reprenant, en cette matière comme en bien d'autres, la législation antérieure.

Précisant l'organisation des services centraux et des directions régionales de l'INSEE, le décret n°47-834 du 13 mai 1947 ne contient aucune disposition relative aux services de statistique de la France d'outre-mer.

20 - Pascal-Gaston MARIETTI : La Statistique Générale de la France , page 164.
MARIETTI ne donne pas les noms de ce personnel .

Le décret n°47-963 du 29 mai 1947 fixant les modalités de la coordination de la statistique et des études économiques pour la métropole et la France d'outre-mer disposait par contre que "les statistiques intérieures de chaque département ministériel seront coordonnées et centralisées par l'un des services du département".

Cette nouvelle définition des attributions et de l'organisation des services de statistiques métropolitains n'a, curieusement, été suivie d'aucune nouvelle définition des services de statistiques de la France d'outre-mer. L'organisation du Service colonial de statistique demeura régie par le décret du 15 avril 1946 (modifié seulement par un décret n°48-139 du 23 janvier 1948, afin de tenir compte que le Chef du service n'était plus un inspecteur général de l'INSEE).

Le décret du 15 avril 1946 porte le contreseing du seul Ministre de la France d'outre-mer (Marius MOUTET) ; il en est de même du décret modificatif de 1948 (COSTE-FLORET). Le service de statistique du Ministère de la France d'outre-mer apparaît comme un service intérieur de ce ministère, constitué ainsi par anticipation, selon les dispositions du décret du 27 mars 1947.

Encore que le sigle **S C S** ait orné la couverture de son bulletin jusqu'à sa disparition, le qualificatif de "colonial" devait tomber en désuétude, le Ministère des Colonies ayant été lui-même rebaptisé Ministère de la France d'outre-mer en 1946. Le "timbre", le plus fréquemment utilisé, devint alors :

Ministère de la France d'outre-mer
Service de Statistique

L'arrêté ministériel du 23 mars 1957, nommant FICATIER à la tête du service, le qualifie cependant de chef du service statistique des "territoires d'outre-mer". Cette dénomination traduisait l'aire géographique d'action du service et celle du Ministère qu'il servait.

Les "vieilles colonies" de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, proclamées départements d'outre-mer par la loi du 19 mars 1946, étaient depuis lors du domaine de l'INSEE, si même celui-ci mit quelque temps à s'y installer. L'Indochine, fleuron du ministère des colonies, fut confiée de 1950 à 1956 à un Ministère des Etats associés, auquel les services de la Rue Oudinot ne prêtèrent qu'une assistance ponctuelle vite limitée à une gestion de personnel en attente de réaffectation.

Se limitant à centraliser les statistiques et informations collectées par les administrations des petits territoires" (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Côte française des Somalis, Saint.Pierre-et-Miquelon), le Service de Statistique du Ministère de la France d'outre-mer devait surtout prêter attention aux territoires d'Afrique occidentale et équatoriale et à Madagascar.

A la création du Service colonial de statistique, sa direction revint, en quelque sorte naturellement, à **Georges BOURNIER**. Il ne devait la conserver que peu de temps (21). La qualité d'Inspecteur général, qui était la sienne et

21 - Ayant réintégré l'INSEE, BOURNIER continua à veiller sur le Service statistique du Ministère de la France d'outre-mer ainsi que sur la "**Statistique Générale d'Outre-mer**", service de l'INSEE

la rémunération afférente devaient, en effet, paraître excessives au Ministère des Finances, soucieux d'économie, la fonction qu'il occupait lui paraissant pouvoir être tenue par un administrateur de 2^e classe.

Tel était justement le grade de **Pascal-Gaston MARIETTI** qui venait, avec succès, de créer et diriger, à Dakar, le Service de Statistique Générale de l'Afrique occidentale française. Il fut donc appelé à la direction du Service de Statistique du Ministère après son congé de fin de séjour. Ayant pris ses fonctions le 22 décembre 1948, **MARIETTI** devait les conserver jusqu'au 30 novembre 1956.

Durant ces huit années le Service de Statistique du Ministère de la France d'outre-Mer devait s'épanouir, gagnant rapidement la consistance que lui reconnaît l'*Annuaire du Ministère de la France d'Outre-Mer pour 1950*, en une page que l'**Annexe 1** reproduit ⁽²²⁾.

Au départ de **MARIETTI**, la direction du service fut assurée, par intérim, par **Gérard THEODORE**, en attente de la fin de congé d'**Albert FICATIER**, revenant de Dakar, où il avait succédé à **MARIETTI** à la tête de la Statistique générale de l'A.O.F.

Albert FICATIER ne devait rester Chef du Service de statistique du Ministère de la France d'outre-mer qu'un peu moins de deux ans, de mars 1957 à la dissolution du Ministère de la France d'outre-mer prononcée par une Ordonnance d'octobre 1958.

Avant de disparaître, le Service colonial de statistique devait éditer, sous la direction de **FICATIER**, sa dernière œuvre, *Outre-mer 1958*, que tint à préfacier l'Inspecteur Général de la France d'outre-mer Robert BARGUES, qui eut la lourde et triste tâche d'assurer la liquidation des services de la France d'outre-mer ⁽²³⁾.

Le personnel du Service de statistique détaché de l'INSEE fut réintégré dans les cadres de cette institution, étant principalement affecté à la Direction de la coopération, nouvellement créée, et à la tête de laquelle fut placé **Albert FICATIER**.

La nouvelle Direction continua à occuper, Rue Oudinot, les locaux du défunt Service colonial de statistiques jusqu'en mars 1961, rejoignant alors la Direction générale de l'INSEE, sise, en ces temps, Quai Branly.

ayant la responsabilité de la statistique dans les départements d'outre-mer et de la liaison avec les services de statistiques de l'Algérie et des protectorats du Maroc et de la Tunisie. Il devait prendre une retraite anticipée en 1952.

22 - Un bilan détaillé de l'extension du Service de statistique du Ministère de la France d'outre-mer sous la direction de **MARIETTI** est donné en annexe (PP.455-459) de l'*Inventaire social et économique des Territoires d'outre-mer 1950-1955*, publié en 1957 par ce service.

23 - Les auteurs de cette œuvre remarquable sont donnés comme étant Madame J. SABOURET, Mesdemoiselles A. BILQUEZ, S. FREDON, Messieurs P. BEYER, LE POLOTEC, NORMAND et PROKHOROFF. Sur son édition, LE POLOTEC aurait particulièrement veillé.

3 - LES SERVICES DE STATISTIQUES DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

3.1- Le cadre réglementaire de l'organisation des services territoriaux

Avant d'en venir à l'historique de chacun des services de statistiques créés dans les territoires relevant de l'autorité du Ministre de la France d'outre-mer, il convient de préciser le cadre réglementaire de leur organisation.

La loi du 11 octobre 1941 instituant le Service National des Statistiques disposait, en son article 17, que

" Les secrétaires d'Etat aux Affaires étrangères et aux Colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de provoquer toutes mesures utiles pour déterminer les modalités d'application de la présente loi aux territoires d'outre-mer relevant de leur département."

Ces dispositions ne paraissent avoir eu aucun écho outre-mer.

L'arrêté du 2 octobre 1943 du Secrétaire d'Etat à la marine et aux colonies (Amiral BLÉHAUT), instituant un Service Colonial des statistiques, ne fait aucune mention de services outre-mer.

Mention de services de statistique dans les territoires d'outre-mer est faite, pour la première fois, et incidemment, par l'article 3 de la loi n°140 du 20 mars 1944 organisant le Service colonial de statistiques:

" Le fonctionnement du service colonial de statistiques est assuré, dans la métropole et dans les territoires d'outre-mer, par du personnel spécialisé (administrateurs des statistiques et attachés) détaché du Service national des statistiques. Le personnel subalterne titulaire ou auxiliaire est recruté directement par l'administration coloniale."

C'est dans ce cadre, plutôt léger et entaché de "vichysme", que furent créés les services de statistiques de l'A.O.F., du Cameroun et de l'A.E.F.

La statistique coloniale devait recevoir sa véritable charte du décret n°46-721 du 15 avril 1946 relatif à l'organisation et au fonctionnement du service colonial des statistiques.

Ce décret disposait notamment:

Article 2 - Le service colonial des statistiques comprend, outre le service central du département, des services locaux de statistique générale placés au chef-lieu de chaque gouvernement général ou de chaque colonie autonome sous l'autorité administrative du gouverneur général ou gouverneur, en liaison technique directe avec le service central et dirigés par des fonctionnaires du service colonial des statistiques.

Le Ministre de la France d'outre-mer, sur la proposition de l'Inspecteur général chef du service colonial des statistiques, fixe l'effectif du personnel technique de chaque service et désigne les fonctionnaires à affecter à chaque territoire. Le

personnel subalterne est recruté par l'administration locale et doit comprendre au minimum deux secrétaires-calculateurs par technicien.

Les dépenses du service local sont à la charge de la Colonie.

Sous réserve d'une modification mineure, le décret du 15 avril 1946 devait rester en vigueur jusqu'à la disparition du "service central", par suppression du ministère de la France d'outre-mer à la fin de l'année 1958.

3.2 - La création de services de statistiques dans les territoires africains

Ainsi qu'avait tenu à le préciser le dernier alinéa du texte cité plus haut, le fonctionnement des services territoriaux de statistiques était entièrement à la charge des budgets des territoires, sans en être toutefois une "dépense obligatoire" (24). C'est dire que, nonobstant la prétention affichée par le décret de 1946, l'effectif de ces services, et à vrai dire, leur existence même dépendaient, en fait, du bon vouloir des représentants locaux de la République, Gouverneurs Généraux et Gouverneurs, mais également des Assemblées territoriales auxquelles était transféré, à même époque, le soin d'arrêter les budgets locaux.

Au "développement économique et social" des territoires d'outre-mer, la métropole était, sans doute, enfin disposée à contribuer en prenant à sa charge des "dépenses d'équipement", mais elle se refusait à supporter les "dépenses de fonctionnement" résultant de la mise en place d'équipements ou de services nouveaux (25).

De telles contingences financières, mais également le manque de personnel qualifié, devaient avoir pour effet d'ajourner sine die la création de services de statistiques dans les "petites colonies" du Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Etablissements français de l'Océanie), de l'Océan Indien (Côte française des Somalis, Etablissements français dans l'Inde) ou de Saint-Pierre-et-Miquelon (26).

L'action extérieure du Service de Statistique du Ministère de la France d'outre-mer devait, dès lors, porter principalement, pour ne pas dire exclusivement, sur les " grandes colonies" de l'Afrique occidentale, de l'Afrique équatoriale, de Madagascar et, pour des considérations de politique internationale, sur les territoires sous tutelle du Togo et du Cameroun.

Dès la fin de 1944, BOURNIER s'employait à obtenir du Ministre des Colonies (GIACCOBI, puis MARIUS MOUTET) l'envoi, aux Gouverneurs Généraux et Gouverneurs, d'instructions soulignant l'importance de données statistiques, correctement recueillies et traitées, sur la démographie et

24 - Une telle obligation n'aurait pu être imposée que par une loi et elle n'était guère alors de mode.

25 - C'est par une loi du 24 avril 1946 que fut institué le Fonds d'Investissement Economique et Social, le F.I.D.E.S., destiné à pourvoir au développement des territoires "relevant du Ministère de la France d'outre-mer" .

26- La loi du 19 mars 1946 ayant "érigé en départements" les "vieilles colonies" de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, leur administration ne relevait plus du Ministère de la France d'outre-mer ; en matière de statistiques, ces "départements d'outre-mer" étaient dès lors directement dans la mouvance de l'INSEE.

l'économie des territoires confiés à leur administration et la nécessité de disposer à cette fin d'un service spécialisé (27).

Avant la fin de l'année 1947, un Service de statistiques était établi dans chacun des quatre hauts commissariats de l'Afrique Occidentale Française, de l'Afrique Equatoriale Française, du Cameroun et de Madagascar, ainsi qu'en Côte-d'Ivoire.

Dans la décennie qui suivit, des services de statistiques furent créés au Togo, en Guinée, au Dahomey (aujourd'hui dénommé Bénin), au Soudan français (le présent Mali), à Saint-Louis, siège des territoires du Sénégal et de la Mauritanie, au Tchad, en Oubangui-Chari (la République Centre-africaine d'aujourd'hui), au Moyen-Congo (présentement République du Congo). La création de semblables services était prévue au Gabon, en Haute-Volta, au Niger.

3.3- Les Services de Statistiques de l'Afrique Occidentale Française

3.31. Le Service de Statistique du Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française.

Particulièrement au fait, P. G. MARIETTI rapporte que :

la question de la création d'un service de statistique à Dakar a été exposée au Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale dans une lettre du Ministre des Colonies datée du début de décembre 1944 et antérieure à la circulaire (du 30 décembre 1944). Le projet reçut immédiatement un accueil favorable de la part de ce haut fonctionnaire, qui donna son accord pour la création immédiate du Service au début de 1945 (28).

Le **Service de la Statistique générale de l'A.O.F.**, constitué au sein du Gouvernement Général de l'A.O.F., sis à Dakar, devait être effectivement ouvert, en mai 1945, par **Pascal-Gaston MARIETTI**, alors Administrateur du S.N.S., assisté par **Andrée BILQUEZ**, attachée du S.N.S..

Un arrêté du Gouverneur Général n°1959/PL du 26 juin 1945 créant au Gouvernement général une "Direction du Plan et de la Statistique" y "logeait" le Service de la Statistique Générale" (29); les attributions en étaient définies par une Circulaire n° 521/P du 25 novembre 1945, également publiée, afin que nul ne l'ignore, au *Journal Officiel de l'A.O.F.*. Cette intégration devait cesser peu après, un arrêté du Gouverneur général

27 - La plus importante de ces instructions est datée du 30 décembre 1944 . Une énumération des plus importantes instructions adressées aux Gouverneurs Généraux et Gouverneurs des colonies est donnée en Annexe 4.

28 - Pascal-Gaston MARIETTI : La Statistique Générale en France, Un volume in 8°, 1947, page 169.

29-*Journal Officiel de l'Afrique Occidentale Française*, 1945, page 523. La circulaire du 25 novembre 1945 figure page 1024.

du 21 février 1946 plaçant le Service de Statistique générale sous les ordres directs du Secrétaire Général du Gouvernement Général (30).

Un Atelier Central Mécanographique, relevant du Service de Statistique générale, fut ouvert à Dakar, en juillet 1948 (31), par **Jean BONJOUR**, alors attaché de l'INSEE, qui en assura la direction jusqu'après sa transmission à la Fédération du Mali, en janvier 1963, puis à la dissolution de celle-ci, à la République du Sénégal. Dans sa lourde tâche, BONJOUR fut assisté par un Chef d'atelier mécanographique de l'INSEE, **Robert MOTHIRON**.

Au départ de MARIETTI, en décembre 1947, le **Service de Statistique du Gouvernement Général de l'A.O.F.** devait rester pour quelque temps sans chef désigné, jusqu'à la nomination, en septembre 1948, d'**Albert FICATIER**. A l'exception d'une absence, de janvier à décembre 1950, durant laquelle il fut remplacé par **Arthur MULLIER**, il devait rester à la tête du service fédéral jusqu'en juin 1956.

Avec le titre de Directeur du Service de Statistique Générale et de la Mécanographie, **André CAFFOT**, assura la conduite du service du 8 juin 1956 au 23 décembre 1957. A son départ, faute de titulaire désigné, la responsabilité du service incombait à divers intérimaires (dont Louis VERRIERE, Robert FABRE, Robert BLANC) jusqu'à la dislocation de "service fédéral" en conséquence de la disparition de la Fédération de l'Afrique Occidentale Française.

3.32- Service de statistiques de la Côte-d'Ivoire

Ce Service fut ouvert dès juillet 1946, à Abidjan, par **Jacques NORMAND**, Administrateur de l'INSEE, assisté de Renée BANIDES, attachée de l'INSEE.

La direction en a été ensuite assurée par **Arthur MULLIER**, de septembre 1948 à janvier 1950, **Pierre GILLOT** assura un intérim, **Antoine SANSON-CARETTE**, du 16 juillet 1952 au 14 octobre 1957, **Georges GODIN**, d'août 1957 à décembre 1960, qui assura, en 1959, sa transmission au Gouvernement de la Côte-d'Ivoire, maintenu par lui à la tête du Service jusqu'en décembre 1960.

Un Central mécanographique fut ouvert, à Abidjan, en 1952, par **Georges SICARD de SAILLY** auquel succéda, en 1953, **NICOL**, puis, en août 1958, Bernard **BERSOT**.

3.33 - Service de statistiques de la Guinée française

Ce Service aurait été ouvert, à Conakry, en septembre 1952, par **Jacques THIBAU**, qui en assura la direction jusqu'en juin 1955. Celle-ci fut

30- Pour des raisons non éclaircies, cet arrêté du 21 février 1946 (J.O.A.O.F. 1947) aurait été confirmé par un nouvel arrêté en date du 24 décembre (J.O.A.O.F., 1947, page 222)

31 - Cette création fut sanctionnée par arrêté du Gouverneur Général du 27 octobre 1948 (J.O.A.O.F., 1948, page 1291)

ensuite confiée à **Michel MERCIER**, de juin 1955 à juin 1957, **Bernard EYQUEM** de juin 1957 à mars 1958, **Jacques THIBAU**, jusqu'à la veille de la proclamation de l'indépendance de la Guinée, le 2 octobre 1958.

Un Central mécanographique fut ouvert à Conakry en 1951, par **PESSIAU**, auquel succédèrent **FAURET et SICOT**.

3.34 - Service de statistiques du Dahomey

Ce service fut ouvert, en juillet 1952, à Porto-Novo, alors capitale du Dahomey, par **Georges PROKHOROFF** qui en assura la direction jusqu'en juillet 1954. Celle-ci fut ensuite confiée à **Jean-Jacques BRANCHU**, de juillet 1954 à juillet 1957.

3.35 - Service de statistiques du Soudan Français

Ce service a été ouvert à Bamako, en 1952, par **Jean LEPLAT**, attaché de l'INSEE. Il devait en conserver la direction jusqu'en juin 1957, la transmettant alors à **Charles FISCHER**, qui en assura la transmission, en 1959, au Gouvernement de la nouvelle République du Mali.

3.36 - Service de statistiques "Sénégal-Mauritanie"

En principe "commun" aux deux territoires, qui avait l'un et l'autre même capitale, ce Service fut ouvert à Saint-Louis, en octobre 1952, par **Louis MARCINIAK**, alors attaché de l'INSEE. La direction en fut reprise, en octobre 1954, par **Maurice GAGNARD**, en février 1958, par **Jean LEPLAT**.

Les services de statistiques du Niger (Niamey) et de Haute-Volta (Ouagadougou) ne furent ouverts qu'après la proclamation de l'indépendance de ces Etats.

3.4 - Le Service de Statistiques du TOGO

Le décret du 15 avril 1946 portant organisation du Service colonial de statistiques fut promulgué au Togo dès le 7 octobre 1946 par arrêté n°760/Cab du Commissaire de la République. Ce n'est cependant que sept ans plus tard, en 1953, qu'un attaché de l'INSEE, **Pierre GILLOT** put être détaché au Togo.

Après avis de l'Assemblée territoriale, donné en sa séance du 25 novembre 1955, le Commissaire de la République, par arrêté n° 676-56 du 27 juillet 1956, créait et organisait un Service de la Statistique générale du Territoire du Togo, directement rattaché à son Secrétariat général ⁽³²⁾.

32 - Journal Officiel du Togo, 16 août 1956, page 734.

Pierre GILLOT devait assurer la direction du service, ainsi que l'exécution d'une enquête socio-économique en pays Kabré, jusqu'en mai 1957. Son assistante depuis novembre 1956, **Elisabeth VLASSENKO**, lui succéda, assurant le transfert à la République togolaise du Service de statistique du Togo qu'elle continua à diriger, à la demande du Gouvernement togolais, jusqu'en 1965.

3.5- La Statistique Générale du Cameroun

Le 1er avril 1945, **Gérard THEODORE**, assisté d'un agent dactylographe **Raphaël BELINGA**, inaugurerait le Service de Statistique Générale du Cameroun. Initialement établi à Yaoundé, capitale administrative, il fut transféré, en juin 1946, à Douala.

THEODORE, parti en avril 1947, la direction du service fut successivement assurée par **Madame TURILLOT-CAVALLE**, de mai 1947 à juin 1950, **Pierre SIMONET**, de juillet 1950 à juillet 1952, **Auguste VESSE**, de novembre 1952 à janvier 1956, **Jacques THIBAU**, par intérim, de janvier à novembre 1956. **Auguste VESSE**, en reprit alors la direction pour la garder jusqu'au 21 mai 1960, après son transfert au Gouvernement camerounais.

Un Central mécanographique fut ouvert en juin 1952 par **MONTAGNE** qui devait en assurer la direction jusqu'en 1965.

3.6 - Les Services de statistiques de l'Afrique Equatoriale Française

3.6.1 - Le Service de statistiques du Gouvernement Général de l'Afrique Equatoriale Française

Avant même d'y être incité par le Ministère, le Gouverneur Général BAYARDELLE, deux semaines après son entrée en fonction, constituait, à Brazzaville, par arrêté du 3 mars 1944, une "Mission économique" ayant pour objet "de déterminer aussi exactement que possible les ressources et les possibilités économiques de l'A.E.F."⁽³³⁾. L'extrême pénurie de personnel qualifié dont souffrait alors l'A.E.F. (aucune "relève" n'ayant pu être effectuée depuis 1940) n'ayant pas permis à cette organisation d'œuvrer efficacement, le Gouverneur Général BAYARDELLE, décidait, par arrêté n°722 du 9 avril 1945, de lui substituer un "Bureau de la Statistique et de la Documentation", directement inspiré des instructions ministérielles n°2034 relatives à la création de services de statistiques. La mise sur pied de ce Bureau, rattaché à la Direction des Affaires Economiques du Gouvernement Général, fut confiée à un jeune administrateur adjoint des colonies **François BUTERI**, en attendant l'arrivée de statisticiens demandés au Service colonial de statistiques. Ceux-ci, **Pierre SANNER**, Administrateur adjoint de la France d'outre-mer, certifié de l'I.S.U.P., et **Geneviève TOUVENEL**, attachée du S.N.S., (devenue peu après

33- *Journal Officiel de l'A.E.F.*, 1944, page 23.

Madame **LE DIVELEC**) devaient arriver le 17 septembre 1945 et prendre aussitôt leur service.

L'organisation et les attributions du Service de statistiques de l'Afrique Equatoriale Française furent redéfinies par arrêté du 4 mars 1946 réorganisant la Direction des Affaires Economiques du Gouvernement Général à laquelle il était rattaché (34).

La direction du service fédéral de statistiques fut assurée par **Pierre SANNER** du 17 septembre 1945 au 11 juillet 1947, **André RIOU**, de fin 1947 au 1er juillet 1949, **Gérard THEODORE**, du 1er juillet 1949 au 1er mars 1951, **Edmond BAUDIER**, de mars à mai 1951, **Arthur MULLIER**, de mai 1951 à décembre 1956, **Laurent BASTIANI**, de janvier 1957 au 30 septembre 1959.

Un Central mécanographique fut constitué à Brazzaville, en 1950, confié à un attaché de l'INSEE, **Bernard BERSOT**, qui en conserva la direction jusqu'en juin 1958. Il fut assisté par un agent contractuel, **M.LEGROS**

3.6..2 - Le Bureau territorial de statistiques de l'OUBANGUI

La direction de ce Bureau, ouvert à BANGUI, le 1er novembre 1951, par **Charles FISCHER**, fut reprise, en août 1953, par **Roger RAPHANEL** qui en conserva la charge jusqu'en août 1955.

3.6..3 - Le Bureau territorial de statistiques du TCHAD

Ce Bureau fut ouvert, à Fort-Lamy, en novembre 1951, par **Fernand GANON**, qui en assura la direction jusqu'en mars 1957; celle-ci fut reprise par **Jean ARNAUD**, du 3 avril 1957 au 3 septembre 1958 et par **Jean SCHNEIDER**, de novembre 1960 à juin 1962

3.6..4 - Le Bureau territorial de statistiques du MOYEN-CONGO

Le chef-lieu du territoire du Moyen-Congo ayant été transféré à Pointe-Noire, un Bureau territorial de statistiques y fut ouvert, en octobre 1955, confié à **André ALIGNOL**, qui servait depuis 1950 à Brazzaville; il devait rester à sa tête jusqu'en 1961.

3.6..5 - Le Bureau territorial de statistiques du GABON

Mention en sera faite ici, ce Service ne fut ouvert, à Libreville, dès avril 1959, par **Bernard NOVELLE**, attaché de l'INSEE. La direction en fut reprise par **Jean ARNAUD**, du 1er octobre 1959 à sa transmission au Gouvernement de la nouvelle République du GABON.

34 - Cet Arrêté du 4 mars 1946 a été publié au *J.O.A.E.F., 1946, page 376*. Cette organisation a sans doute connu d'autres modifications, mais elles n'ont pu être répertoriées. Le décret du 16 avril 1946 organisant le Service colonial de statistiques fut promulgué en A.E.F. par arrêté du 13 mai 1946, *J.O.A.E.F., 1er juin 1946, page 606*.

3.7- Le Service de Statistique Générale de Madagascar

Le Service de Statistique Générale de Madagascar a été créé, à Tananarive, en septembre 1947, par **André CAFFOT**, Administrateur de l'INSEE, qui en assura la direction jusqu'en septembre 1950.

Il eut ensuite pour chef **Roger JOLIVOT**, qui resta à sa tête jusqu'en janvier 1962, bien après son transfert au Gouvernement de la République malgache.

Un Central mécanographique fut ouvert, à Tananarive, le 15 décembre 1950, par **Robert GAUNE** qui en assura la direction jusqu'en mai 1961.

3.8 - L' intervention des "missions d'enquête statistiques"

L'action des services intégrés dans les administrations des territoires d'outre-mer, exclusivement financés par leurs budgets, a été complétée par celle de "missionnaires" spécialement détachés de la métropole. Ces interventions furent financées, à de rares et minimes exceptions près, par le Fonds d'Investissement pour l'Équipement Économique et Social (F.I.D.E.S) des territoires d'outre-mer (35).

La première en date de ces missions a été celle confiée, en 1952, à **J. LEVEUGLE** pour l'établissement des premiers comptes économiques du CAMEROUN.

Les méthodes d'estimation par "sondage", développées par les statisticiens anglais, gagnant alors la faveur des statisticiens français, leur application à la conduite d'enquêtes démographiques, agricoles, sociologiques fut alors envisagée dans les territoires d'outre-mer, d'autant que leurs finances et, parfois, leur "disposition", ne se prêtaient pas à des recensements exhaustifs (36).

Initiée et animée par **J.ROYER**, administrateur de l'INSEE, ancien chef de la Statistique générale de l'Indochine, servant alors l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, une enquête exemplaire "nutrition-

35 - Ce même F.I.D.E.S. a pris en charge la formation à l'Ecole d'application de l'INSEE de nombreux attachés et administrateurs spécialement recrutés pour les territoires d'outre-mer . Ces recrues devaient finalement être intégrées dans les cadres de l'INSEE et prendre place dans ses services métropolitains à des grades et des fonctions qui attestent leur grande valeur.

36 - Si par considérations "politiques" , le Comité Directeur du F.I.D.E.S accepta une contribution de celui-ci au coût de recensement de la population de quelques centres urbains, il se refusa, par contre, à prendre en charge tout recensement exhaustif de la population, prétextant qu'un tel recensement était un acte d'administration dont les territoires devaient assurer la charge.

La fragmentation des ressources publiques entre collectivités et administrations publiques se refusant à toute coordination est un mal profond, soigneusement entretenu, de la bureaucratie française . Le statisticien colonial français lui doit de n'avoir jamais pu dissiper le dépit et l'envie des prodigieux recensements de leur Empire des Indes exécutés par les administrateurs britanniques.

niveau de vie" devait être menée, de 1954 à 1956, à Bongouanou, un centre typique de la "boucle du cacao" en Côte d'Ivoire.

La Guinée, territoire alors choyé par la métropole, fut ensuite le terrain d'enquêtes par sondage d'une importante " Mission démographique" conduite de main de maître par **G.THEODORE** ; ses investigations ne devaient pas se limiter à la démographie mais s'étendre aux trafics routiers, à l'agriculture, à la sociologie.

Ces deux enquêtes de Bongouanou et de Guinée devaient servir de modèle à l'exécution d'un très grand nombre d'autres menées dans d'autres territoires de l'A.O.F., de l'A.E.F., du Cameroun et du Togo. Une énumération, qui ne peut se prétendre exhaustive, en est tentée en *Annexe 4*, se limitant aux travaux réalisés au temps de l'administration française (37).

L'exécution de telles enquêtes a nécessité la mise au point non seulement de procédures statistiques mais aussi d'une logistique complexe. La formation des enquêteurs s' imposait primordiale. Le Service de Statistiques du Ministère de la France d'Outre-mer, en la personne de THEODORE, prit une part active à la tenue d'un Centre d'application de statistiques agricoles en Afrique, organisée, en juillet-août 1953, à Ibadan (Nigéria) par diverses organisations internationales (38). La leçon de l'expérience française devait être tirée par un Centre Africain de Démonstration d'Enquêtes Agricoles par Sondage, tenu à Bingerville (Côte d'Ivoire), du 4 août au 4 octobre 1957. J.ROYER et G.THEODORE en furent les principaux animateurs, leurs connaissances et leurs expériences étant exprimées en des manuels dont la valeur demeure.

*
* *

37- De nombreuses autres enquêtes par sondage ont été conduites avec l'assistance technique et financière de la France dans les ex-territoires d'outre-mer français, après leur accession à l'indépendance.

38- La logistique du Centre fut assurée par Félix ROSENFELD, ancien Directeur de la Statistique Générale de l'Indochine française

Il devait advenir, à la fin de l'année 1958, que la République française laissa ses derniers "territoires d'outre-mer" libres de choisir leur destin. Tous ceux que nous venons de mentionner optèrent pour la reconnaissance de leur indépendance. En conséquence, les services de statistiques créés, ou en cours de création furent transférés aux Gouvernements des nouveaux Etats, désormais seuls responsables de leur gestion.

A la plupart de ces services, l'I.N.S.E.E. devait continuer d'apporter sa "coopération technique". Mais l'histoire de cette action sort de notre propos, et, dans ses premières années tout au moins, elle a déjà été longuement contée (39).

Il ne sied point qu'un mémorial soit critique de celui auquel il est dédié. Celui-ci s'en abstiendra d'autant que, souffrant de graves lacunes dans son information, il se doit de rester sans conclusion.

Pierre SANNER

39 - Albert FICATIER : Un certain regard sur une des fonctions de l'INSEE . De la statistique coloniale à la coopération technique. Un volume 18x24 cm., 298 pages, Paris , avril 1981, I.N.S.E.E.

ANNEXE 1

NOTES BIOGRAPHIQUES SUR LES MEMBRES des SERVICES DE STATISTIQUES DE LA FRANCE D'OUTRE-MER 1923-1958

Notre souhait était d'inscrire à ce mémorial tous les membres des Services de Statistiques ayant relevé du Ministère de la France d'outre-mer (ci-après désigné par le sigle MFOM), avant la disparition de celui-ci le 7 janvier 1959.

Ce souhait n'a pu être satisfait, les archives administratives du Service de Statistiques du Ministère de la France d'outre-mer, transférées, à la dissolution de ce ministère, à l'I.N.S.E.E., n'ayant pu y être retrouvées.

Bien des noms manquent ainsi aux "notes biographiques" qui suivent, s'agissant notamment des "sans grades" dont la conscience et le travail ont pourtant beaucoup contribué à la valeur de l'œuvre commune.

Les informations présentées proviennent soit des intéressés (cette source étant distinguée par un *), soit de documents et souvenirs aimablement communiqués par Mesdames BATTEUR, BONJOUR et FICATIER, Mesdemoiselles DOM et SOMBRUN, Messieurs ARNAUD, BEYER, BONJOUR, MULLIER, PROKOROFF, ROSENFELD, ROYER, SANSON-CARETTE, mention toute spéciale revenant aux contributions de Madame FICATIER et de Monsieur THEODORE @.

.
..

ALIGNOL, André

Né le 18 avril 1911

Attaché de l'INSEE

Statistique générale de l'A.E.F. : janvier 1950-septembre 1955

Bureau territorial de Statistiques de Pointe-Noire (M.C.): octobre 1955-février 1961

Réintègre l'INSEE en mars 1961

Décédé le 28 février 1990

ARNAUD, Jean *

Né le 4 mai 1932

Attaché de l'INSEE, 28 novembre 1956

Statistique générale de l'A.E.F. : 31 août 1956-3 avril 1957

Bureau territorial de Statistiques du Tchad : 3 avril 1957- 3 septembre 1958

@ - S'agissant des périodes de présence effective outre-mer, les informations données sont souvent sujettes à caution. Les documents administratifs retiennent, en effet, la période de prise en charge par les budgets des territoires d'outre-mer, période qui s'étend au "congé de fin de campagne" (six mois après un séjour de dix-huit ou vingt-quatre mois). Un même poste pouvait donc avoir deux titulaires, l'un en service, l'autre en congé.

Statistique générale de l'A.E.F. : 15 mars 1959- 30 septembre 1959
 Bureau territorial de Statistiques du Gabon : 30 septembre 1959-3 août 1960
 Chef du Service National de Statistiques du Gabon : 4 août 1960-3 août 1968
 Ecole de Statistique d'Abidjan : 26 novembre 1968-13 juillet 1972
 Réintègre l'INSEE, le 16 septembre 1972
 Administrateur de l'INSEE, 1er octobre 1976
 Conseiller technique de la présidence de l'Institut National de Statistique, Lisbonne,
 1er novembre 1986- 1er janvier 1988
 Retraité le 1er juin 1992

BANIDES, Renée (Mme NORMAND)

Née le 1er novembre 1919
 Attachée de l'INSEE, 1er juillet 1945
 Service de Statistiques de Côte d'Ivoire, 1946- juin 1949
 En disponibilité le 1er Juin 1949

BARBE, Renée (Mme)

Commis de l'INSEE
 Service de Statistiques MFOM

BASCOU-BRESCANE, René

Né le 24 avril 1919
 Service National de Statistiques, 29 novembre 1943
 Détaché au Ministère de la France d'outre-mer, 3 mai 1950
 Statistique générale de l'A.E.F., Brazzaville, mai 1950-novembre 1957
 Attaché de l'INSEE, 30 décembre 1965
 Expert-consultant, Cameroun, République Centre-Africaine, Gabon, Haute-Volta,
 Dahomey, 1958-1969
 Institut territorial de la Statistique, Polynésie, 1971
 Retraité le 3 novembre 1980
 Décédé le 7 mai 1990

BASTIANI, Laurent

Né le 1er juin 1928
 Administrateur INSEE, 6 novembre 1951
 Détaché au M.F.O.M. : 1er juillet 1953
 Chef du Service de Statistique générale de l'A.E.F., Brazzaville, 1er juillet 1953-
 30 septembre 1959
 Détaché à la Caisse Centrale de Coopération Economique, 1er octobre 1959 -
 31 mai 1963
 En Algérie, 1er juin 1963- 31 mai 1964
 Institut de Planification du Sénégal, 1er novembre 1964-15 septembre 1967
 Réintégré D.G. INSEE 16 septembre 1967
 Commission Economique pour l'Asie du Sud-Est : 1er février 1980- 31 janvier 1982
 En disponibilité, le 1er juillet 1985
 Retraité, le 1er juin 1988

BAUDIER, Edmond

Né le 8 janvier 1924
 Administrateur de l'INSEE, 1er mai 1950
 Statistique générale de l'A.E.F. : 10 novembre 1950-31 décembre 1953
 Réintègre l'INSEE, 1er février 1954
 Détaché au Cambodge, 15 décembre 1957- 15 décembre 1959
 Réintègre l'INSEE, 15 décembre 1959
 Retraité, le 9 janvier 1990

BERSOT, Bernard

Né le 23 mars 1917

Attaché de l'INSEE, 20 avril 1942

Chef du Central mécanographique de l'A.E.F. (Brazzaville), 28 mars 1950-
3 juin 1958

Central mécanographique d'Abidjan, 8 août 1958-19 février 1964

Réintègre l'INSEE, le 1er juillet 1964

Décédé le 11 janvier 1965

BEYER, Pierre *

Né le 11 août 1911

Attaché du S.N.S., 17 janvier 1942, puis de l'INSEE

Détaché au Service de Statistiques du M.F.O.M., de novembre 1942 à fin 1958

Missions en Ethiopie (1962), au Congo (1963), au Niger (1965)

Affecté D.R.INSEE, Rouen, 1er janvier 1968

Chef du Service régional INSEE, Caen

Retraité le 18 août 1974

Décédé le 20 juillet 1993

BILQUEZ, Andrée (Mme FICATIER)*

Née le 17 juillet 1920

Attachée de l'INSEE, 1er juillet 1945

Service de Statistiques M.F.O.M. de 1941 à avril 1945

Statistique Générale de l'A.O.F. Dakar- 1er mai 1945-21 décembre 1948

Service de Statistiques M.F.O.M. 1948- 1958

Réintègre l'INSEE 1er janvier 1959

Retraitee, le 6 juillet 1981

BLANC, Robert *

Né le 25 mai 1921

Attaché de l'INSEE, le 12 juillet 1944

Administrateur de l'INSEE, le 1er décembre 1945

Détaché M.F.O.M. : 1er février 1953 - 31 décembre 1958

Statistique Générale de l'A.O.F., Dakar

Enquête démographique de Guinée (1954-1955)

Mission au Congo : 1955

Enquête démographique au Sénégal (1956)

Enquête démographique Côte d'Ivoire (1957)

Réintègre l'INSEE le 1er janvier 1959

Expert démographe en République Centre africaine (1959), Gabon (1960), Algérie (1965), Maroc, Zaïre, Côte d'Ivoire, Sénégal, Cameroun, Togo, 1969-1971.

Chef du Département Coopération de l'Institut National d'Etudes Démographiques

Retraité, le 1er juillet 1981

BONJOUR, Jean*

Né le 15 mars 1923

Attaché de l'INSEE, le 15 octobre 1946

Affecté à la D.G. INSEE, Section outre-mer, 1947

Chef du Centre mécanographique de Dakar 1er juillet 1948 - février 1963

Réintègre l'INSEE le 1er septembre 1963

Administrateur INSEE, 11 mars 1974

Expert au Sénégal (1964), en Mauritanie (1965)

Retraité, le 9 juillet 1984

BOUCHAUD, Gilberte (Mme)

Née en juillet 1914

Commis principal de l'INSEE

Détachée au Service de Statistiques M.F.O.M. du 1er mai 1948

Réintègre l'INSEE le 1er janvier 1959

BOURNIER, Georges

Né le 25 juin 1898

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique (Promotion spéciale 1920)

Statisticien-adjoint, puis statisticien à la Statistique Générale de la France

Premier séjour en Indochine : 1er septembre 1923 - 31 mars 1927

Détaché au Service de la Statistique Générale de l'Indochine 1929-3 mars 1933

Détaché au Ministère de la France d'outre-mer, 1934-1939.

Mobilisé en août 1939, capitaine au 12^e Régiment d'artillerie coloniale.

Réintégré à la Statistique Générale de la France, 1er novembre 1941

Inspecteur général du Service National de la Statistique, le 11 décembre 1941

Chef du Service de Statistiques M.F.O.M., 1er août 1944 - 15 octobre 1946

Réintègre l'INSEE en 1946

Expert Syrie 20 mai 1951 - 20 mai 1952

Admis sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite : 30 octobre 1952

Décédé le 13 octobre 1976

BRANCHU, Jean-Jacques

Né le 19 janvier 1929

Attaché de l'INSEE, 1er janvier 1955

Chef du Service de Statistiques du Dahomey, Porto-Novo, 1er janvier 1955-30 juin 1957

Chef du Service de Statistiques du Togo, 31 juillet 1957-2 février 1958

Administrateur de l'INSEE, 1er janvier 1959

Chef du Service de Statistiques du Togo, 16 septembre 1959-15 décembre 1961

Réintègre l'INSEE le 2 août 1962

En mission à Bamako (Commission Economique pour l'Afrique),

2 août 1962 - 15 août 1964.

Retraité, le 10 mai 1989

BROUSSOUS, Guy

Né le 28 juin 1931

Attaché de l'INSEE, 28 novembre 1956

Statistique Générale de l'A.O.F. 27 mars 1957-28 septembre 1959

Réintègre l'INSEE le 29 septembre 1959

Missions dans les Départements et Territoires d'outre-mer 1963-1967

Administrateur de l'INSEE, octobre 1976

CAFFOT, André

Né le 6 février 1908

Administrateur de l'INSEE, 16 novembre 1940

Chef du Service de Statistique Générale du Cameroun, 1er mars 1947-18 août 1947

Chef du Service de la Statistique Générale de Madagascar : 19 août 1947- 18 juin 1951

Réintègre la Direction générale de l' INSEE, 1er octobre 1951

Directeur du Service de Statistique générale et de mécanographie de l' A.O.F.:

8 juin 1956- 23 décembre 1957

Réintègre l'INSEE, le 16 mars 1958

Directeur régional INSEE Toulouse

Décédé le 28 juillet 1972

CARMINATI, Marcel*

Né le 10 juin 1926

Administrateur de la France d'Outre-mer, 1950-1955

Détaché à la Statistique Générale de l'A.O.F

Elève de l'Ecole Nationale d'Administration (1956-1957)

Administrateur civil, 1958

Conseiller maître à la Cour des Comptes, 1982

CARRE, Philippe

Né le 10 décembre 1924

Ecole Polytechnique, 1944

Administrateur de l'INSEE, 1er octobre 1947

Détaché M.F.O.M. 1er octobre 1949-13 octobre 1952

Détaché au GATT (Genève) 14 février 1955

Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe, Genève, 1967-1977

Directeur-adjoint de l'Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), 1977-1985

En retraite, 1985

CAUSSE, Jean

Né le 17 juin 1928

Administrateur INSEE, 6 novembre 1952

Détaché au M.F.O.M. : 1er février 1955

Enquête agricole, Bouaké 1954-1955

Enquête nutrition-niveau de vie, Bongouanou 1955-1956

Enquête de ménages en pays Lobi, 1956-1957

Service de statistiques des T.O.M. : 28 septembre 1959

En mission au Maroc (O.N.U), 1er octobre 1961-1er avril 1967

Réintègre l' INSEE le 1er septembre 1967

Détaché à l'Organisation des Nations Unies (New-York) : 1er janvier 1970

Retraité, le 31 décembre 1989

CHAPPELLET, Christian

Né le 21 décembre 1935

Elève-administrateur de la F.O.M.

Recensement des Comores, 1958

Administrateur civil hors-classe

CHAUDET, Jean

Né le 3 mars 1932

Attaché de l'INSEE, 12 novembre 1957

Service de Statistiques du Cameroun, 12 novembre 1957- 23 août 1959

Réintègre l'INSEE le 23 août 1959

Administrateur de l'INSEE, octobre 1959

CHEVRY, Gabriel

Né le 24 janvier 1907

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique (promotion 1926).

Entré à la Statistique Générale de la France

Détaché au Service de la Statistique Générale de l'Indochine

Mobilisé en août 1939; fait prisonnier

Inspecteur général de l' I.N.S.E.E

Décédé, en retraite, le 24 juin 1970

CHOUZENOUX, Edith (Mme) *

Née le 13 novembre 1922

Commis, puis Adjoint technique INSEE

Détachée au Service de Statistiques, M.F.O.M., le 1er janvier 1949

Réintègre l'INSEE en 1959

Attachée de l'INSEE

Retraitée, le 6 décembre 1982

CLAIRIN, Rémy

Né le 13 décembre 1923

Administrateur de l'INSEE, 1er janvier 1954

Détaché en A.O.F., 1er juillet 1954

Mission démographique de Guinée 1954-1955

Enquête rizicole en Haute-Guinée et Mission "Vallée du Sénégal" : 1955-1958

Chef de la Mission d'études socio-économique du Soudan, 1956-1958

Missions en Haute-Volta, au Mali, au Niger, en Mauritanie, septembre 1959-
septembre 1960

Caisse Centrale de Coopération Economique, 1er octobre 1959-14 janvier 1967

Réintègre l' INSEE le 15 janvier 1967

Mission (O.N.U.) en République Arabe Unie, 15 janvier 1967-4 novembre 1967

Décédé, le 12 octobre 1987

CLESSI, Charles *

Né le 13 février 1922

Attaché de l'INSEE au titre T.O.M. 1954, 1er janvier 1955

Statistique Générale de l'A.O.F., Dakar 27 août 1954

Mission démographique de Guinée, août 1954-avril 1955

Recensement Dakar : avril 1955-août 1955

Recensement Abidjan: juillet 1955- août 1955

Détaché au Sénégal jusqu'au 5 mars 1967

Détaché au Ministère de l'Agriculture : Statisticien agricole départemental :
29 septembre 1967

Retraité, le 1er octobre 1987

COEZ, Georgette (Mme, née PEROT) *

Née le 18 juillet 1913

Entrée au Service de Statistiques, M.F.O.M. en 1945

Statistique générale de Madagascar, 1954-1965

Commis principal INSEE

Direction régionale INSEE, Marseille

Retraitée, 1973

DEBIZET, Joseph

Né le 5 janvier 1924

Attaché de l'INSEE, 1er février 1954

Statistique Générale de Madagascar 1er février 1954- 6 décembre 1955

Administrateur de l'INSEE, 1er janvier 1965

De CHAUNAC LANZAC

Administrateur du Service National Statistique

Service Colonial de Statistiques, Paris, octobre 1943

DELANOUE, Andrée (Mme MEMBOLT) *

Née le 3 avril 1919

Adjoint-technique INSEE

Service de Statistiques, M.F.O.M. 1er avril 1946

Service de Statistiques de Guinée 4 novembre 1954-3 mai 1955
 Service de Statistiques, M.F.O.M. jusqu'au 31 décembre 1958
 INSEE, Coopération jusqu'en 9 mai 1962
 Attachée de l'INSEE -Direction régionale Marseille
 Retraitée, le 5 avril 1979

DEMOLINS, Bernard

Né le 14 juin 1918
 Lieutenant d'Infanterie coloniale
 Administrateur de la France d'outre-mer, 7 janvier 1946
 Service de Statistiques, M.F.O.M.
 Administrateur en chef F.O.M.
 Retraité

DOM, Madeleine *

Née le 24 septembre 1920
 Attachée du S.N.S., 12 juillet 1943
 Administrateur de l'INSEE, 1er novembre 1946
 Affectée au S.G.O.M. (INSEE) du début 1949 à mars 1970
 Missions d'assistance technique aux recensements de Dakar (1955) Abidjan (1956), Nouvelle-Calédonie (1956), Comores (1958) et au Laos
 Enquête démographique au Congo
 Administrateur H.C. INSEE
 Direction Régionale INSSE, Limoges
 Retraitée, le 24 septembre 1980

DUBOIS, Gérard *

Né le 23 juin 1912
 Attaché de l'INSEE
 Affecté au Service colonial de Statistiques en 1943
 Détaché à la Statistique Générale A.O.F. (Dakar) : septembre 1948 - 1958
 Rejoint la Communauté Economique Européenne, le 15 octobre 1958

ECHARD, Pierre

Administrateur de l'INSEE, 1er octobre 1950
 Affecté en Indochine 6 juillet 1951
 Détaché à l'Institut d'émission des Etats associés : 1er mars 1952-31 décembre 1954
 S.E.D.E.S., 11 janvier 1955-septembre 1956
 A quitté l'INSEE en 1967 (Compagnie Française de Raffinage)
 Retraite, le 1er septembre 1971

EYQUEM, Bernard *

Né le 15 août 1923
 Attaché de l'INSEE, 26 novembre 1952
 Détaché Service de Statistiques, M.F.O.M. le 8 octobre 1953
 Statistique Générale de l' A.O.F. Dakar 15 octobre 1953-24 décembre 1956
 Mission démographique de Guinée : Janvier-mars et juillet 1955
 Recensement d' Abidjan : juillet-août 1955
 Service de Statistiques de Guinée : 8 juin 1957-31 mars 1958
 Statistique Générale de l' A.O.F. : Dakar, 1er avril 1958-20 décembre 1958
 Quitte le Service de Statistiques, M.F.O.M., le 4 janvier 1959
 Office Statistique des Communautés Européennes, 5 janvier 1959- 1er décembre 1986
 Retraité de l'INSEE, 15 août 1983

FABRE, Robert

Né le 2 mai 1922

Administrateur de l' INSEE, 1er novembre 1951

Statistique Générale de l' A.O.F. : 1er juillet 1952-15 octobre 1958

Réintègre l'INSEE, le 15 octobre 1958

Missions au Salvador, en Argentine, 1959-1962

Détaché à la S.E.D.E.S., 1er octobre 1962

Retraité, le 3 mai 1987

FICATIER, Albert

Né le 17 mai 1915

Elève de la Section Afrique du Nord de l'ENFOM

Administrateur du Service National de Statistique, 20 février 1942

Service de Statistiques M.F.O.M. : 1er décembre 1943

Chef du Service de Statistiques de l'A.O.F. (Dakar), septembre 1948- 30 novembre 1956

Chef du Service de Statistique des territoires d'outre-mer(M.F.O.M.),

23 mars 1957-31 décembre 1958

Réintégré à l'INSEE, le 1er janvier 1959, Chef du Service de Coopération

Administrateur 1^o classe de l'INSEE, le 1er janvier 1960

Inspecteur-général de l' INSEE, 12 mai 1970

Retraité, 18 mai 1981

Décédé, le 1er mai 1986

FISCHER, Charles

Né le 23 février 1930

Attaché de l'INSEE, 1er novembre 1951

Service de Statistiques de l'Oubangui : 1er novembre 1951 - 16 juillet 1957

Service de Statistiques du Soudan : 17 juillet 1957 - 25 août 1959

Réintègre l'INSEE, le 26 août 1959

Rayé des cadres, 29 mai 1973

FONSAGRIVE, Vincent

Né le 3 juillet 1915

Administrateur du S.N.S. le 2 mars 1942, puis de l'INSEE

Affecté au S.G.O.M. (INSEE) le 17 juillet 1951

Assistance technique au Service de Statistique M.F.O.M. :

Mission d'Aménagement du Konkouré (Guinée) 22 janvier 1957-3 mars 1957

Mission Socio-Economique du Sénégal

Décédé, le 8 janvier 1964

FREDON, Suzanne (Mme BERTRAND)

Née le 2 août 1920

Attachée S.N.S., 12 juillet 1943

Détachée au Ministère de la France d'outre-mer, 1er juillet 1945

Service de Statistique de l'Indochine : 14 novembre 1946-31 décembre 1949

Détachée auprès du Gouvernement du Vietnam, 1er janvier 1950-31 janvier 1954

Service de Statistiques du M.F.O.M., 1er février 1954- 31 décembre 1958

Mission en A.O.F., 3 février 1955- 16 septembre 1955

Réintègre l'INSEE, 1er janvier 1959

En disponibilité, 1er août 1967

GAGNARD, Maurice

Né le 21 juillet 1924

Attaché de l'INSEE, au titre T.O.M. : 1er janvier 1955

Service de Statistiques du Sénégal, 1er octobre 1954 - janvier 1958

Missions en Côte-d'Ivoire, en R.C.A., à Addis-Abeba, 1958-1965

GANON, Fernand

Né le 11 novembre 1930

Attaché de l'INSEE, 1er novembre 1951

Service de Statistiques du Tchad : 1er novembre 1951-6 avril 1957

Recensement de Pointe-Noire (M.C.) 1958

Missions au Niger (1962-1964), au Dahomey, au Togo

Réintègre l'INSEE, Direction de la Production, le 2 février 1977

Retraité, le 8 avril 1991

GARNEROT, Pierre

Commis principal de l'INSEE

Détaché M.F.O.M., 1er février 1953 - Service de Statistiques de Côte-d'Ivoire

Décédé

GAUNE, Robert

Né le 8 août 1920

Attaché de l'INSEE, 2 février 1946

Service de Statistiques de Madagascar: 3 décembre 1950- 1971

Conseiller de l'Union Douanière d'Afrique Centrale, 1er avril 1972

Réintègre l'INSEE, D.R. de Marseille

GILLOT, Pierre

Né le 13 septembre 1926

Attaché de l'INSEE, 1er mai 1950

Service de Statistiques, M.F.O.M. 1er mai 1950

Service de Statistiques du Togo, 1953- octobre 1956

Service Statistiques de l'A.E.F., 1957-1959

Service de Statistiques du Dahomey, 1960-1962

Administrateur de l'INSEE

Retraité, le 14 mars 1991

GODIN, Georges

Né le 25 octobre 1930

Administrateur de l'INSEE, 14 novembre 1956

Service de Statistiques de Côte-d'Ivoire, 1er juillet 1957-28 février 1961

Réintègre l'INSEE, le 1er mars 1961

Retraité, 1er octobre 1990

GRUNBERG, Jany (Mme MARCHAND)

Attachée de l' INSEE

Détachée au Service de Statistiques M.F.O.M. 26 novembre 1952

Décédée

GUEGUEN, L (Mme)

Agent de bureau de l'INSEE

Service de Statistiques, M.F.O.M.

HARDIVILLER, Jacqueline

Née le 9 juin 1917

Commis du S.N.S., 21 septembre 1942

Service de Statistiques, M.F.O.M., 1947- 1er janvier 1959

Attachée de l'INSEE, 19 octobre 1947

Retraite, 1er octobre 1981

JAMES, Anne-Marie

Née le 10 mai 1935

Chargée de mission à l'INSEE

Statistique générale de Madagascar, février 1958-février 1973

B.I.P.E., février 1973-septembre 1974

Réintègre l'INSEE le 1er octobre 1974

JOLIVOT, Roger

Né le 30 mai 1917

Calculateur à la Statistique Générale de la France

9 décembre 1940-10 octobre 1941

Attaché, Service National de la Statistique, 11 octobre 1941

Administrateur de l'INSEE, 23 mai 1942

Détaché au M.F.O.M., 1er mars 1950

Chef de la Statistique générale de Madagascar, 3 septembre 1950-31 janvier 1962

Détaché à la Caisse Centrale de Coopération Economique,

1er février 1963-1er juillet 1970

Réintègre l'INSEE, D.R. de Reims, le 1er septembre 1970

Décédé, 5 juillet 1988

JULLION, Jean

Né le 3 juin 1925

Attaché de l' INSEE, 1er décembre 1948

Statistique générale de Madagascar, 10 août 1950-30 juin 1966

Réintègre l'INSEE, le 1er novembre 1966

Administrateur de l'INSEE, 23 octobre 1979

Retraité, le 26 juin 1990

LACROIX, Jacqueline

Née le 28 avril 1930

Attachée de l'INSEE, 26 novembre 1952

Détachée à la Statistique générale de l'Indochine le 26 novembre 1952

Réintègre l'INSEE, le 19 février 1954

LAFARGE, Marcel

Né le 23 décembre 1931

Attaché de l'INSEE, 1er février 1953

Service de Statistiques du Cameroun, 1er février 1955- 4 février 1958

Recensement de Conakry, 1er mars 1958-1er juillet 1958

Service de Statistiques de la République Centre Africaine,

5 décembre 1958- 1er mai 1961

Service de Statistiques du Gabon, 2 mai 1961- 1er mars 1962

Service de Statistiques du Tchad, 2 mars 1962- 30 mai 1963

Service de Statistiques de la République Centre Africaine,

19 juin 1966- 21 décembre 1967

Institut territorial de la Statistique de Nouvelle-Calédonie,

1er mars 1968- 1er novembre 1969

Service de Statistique du Cameroun, 1er novembre 1971- 31 mars 1972

Administrateur de l'INSEE, 1975.
Détaché au Ministère de l'Agriculture. Retraité le 10 avril 1992

LE HEGARAT, Guy

Né le 16 février 1930
Administrateur de l' INSEE, 14 novembre 1956
Statistique Générale de l' A.O.F., 1er juillet 1957- 28 février 1960
Détaché à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest,
1er mars 1960 - 31 décembre 1963
Directeur du C.E.S.D. 1er janvier 1964 - 31 octobre 1971
Directeur adjoint ENSAE 1er octobre 1970 - 31 octobre 1971
Directeur du Service Central des Enquêtes et Etudes Statistiques (Ministère de
l'Agriculture), 16 avril 1972 - 1er avril 1985
Inspecteur Général de l' INSEE, juillet 1977

LEGROS, Yvette (Mme BATTEUR) *

Née le 6 avril 1928
Attachée de INSEE, 29 novembre 1952
Détachée au Ministère des Etats associés, 26 novembre 1952
Détachée à l'Institut d'émission des Etats Associés, janvier 1953-juillet 1955
Bureau de Statistiques du Conseiller commercial près du Haut Commissariat de France
au Vietnam(Saigon), 12 février- 31 décembre 1956 Bureau de Statistique du Conseiller
commercial près de l'Ambassade de France au Vietnam (Saigon) 1957-mai 1965
Réintègre l'INSEE, 8 août 1965
Attachée principale de l'INSEE, 1er janvier 1989
Retraitée, le 6 avril 1993

LENOIR, Marcel

Né le 6 décembre 1881
Ecole Polytechnique
Entré par concours à la Statistique Générale de la France (1er mai 1908)
Détaché à la Statistique Générale de l'Indochine, le 1er septembre 1926
Décédé, à Hanoi, le 22 octobre 1927

LEPLAT, Jean

Né le 15 novembre 1924
Attaché de l' INSEE, 1er février 1954
Service de Statistiques du Soudan, 1er février 1954- 1er octobre 1954
Mission d'enquête en Guinée, novembre 1954- avril 1955
Service de Statistiques du Soudan, décembre 1955- août 1957
Service de Statistiques du Sénégal, 14 février 1958- avril 1960
Service de Statistiques de Mauritanie, 6 avril 1960-4 septembre 1962
Détaché à l'Ecole d'Economie Appliquée du Sénégal, août 1963-1984
Retraité, le 30 novembre 1984

LE POLOTEC, Henri

Né le 29 avril 1920
Attaché de l'INSEE, 1er juillet 1945
Service de Statistiques, M.F.O.M., 1er août 1945
Mission Bongouanou, 1954-1955
Missions au Sénégal (1957), en Haute-Volta(1964), en Algérie (1965),
en Mauritanie (1967)
INSEE, D.R. de Rennes, 1967
Retraité, le 9 août 1982

LEURENCE, Fernand

Né le 6 octobre 1887

Ecole Polytechnique (1909-1911)

Entré par concours à la Statistique Générale de la France, en 1920

Détaché au Gouvernement Général de l'Indochine le 1er septembre 1922.

Rentre en France, en congé, le 28 novembre 1925

Réintègre la S.G.F., le 1^{er} juin 1926

Démissionne de la S.G.F. le 1er octobre 1926

LEVEUGLE, Jules

Né le 9 décembre 1923

Ecole Polytechnique, octobre 1943

Administrateur de l'INSEE, 1er octobre 1946

Service de Statistiques, M.F.O.M., 1er octobre 1948

Mission au Cameroun, 29 décembre 1952-25 janvier 1953

Mission en A.O.F., 25 janvier 1954-18 février 1954

Quitte l'INSEE pour l'Industrie pétrolière

LONCHAMPT, Bernard

Né le 4 novembre 1928

Administrateur de l'INSEE, (au titre T.O.M.), 1953

Service de Statistiques de Côte-d'Ivoire en 1955

Décédé accidentellement en Côte-d'Ivoire, le 15 juillet 1957

MARCINIAK, Louis

Attaché de l'INSEE, 26 novembre 1952

Service de Statistiques de Mauritanie, 26 novembre 1952-octobre 1954

Mission démographique de Guinée, 1954-1955

Mission en Côte-d'Ivoire, janvier 1958-juillet 1959

Administrateur de l'INSEE, 1er novembre 1960

Missions en Côte-d'Ivoire, Dahomey, Niger, Congo, Gabon, Tahiti, 1961-1966

Réintégré à l'INSEE, Directeur régional Reims : 9 avril 1971

MARIETTI, Pascal-Gaston

Né le 23 février 1912

Elève de la Section Afrique du Nord, ENFOM, 1932-1934

Administrateur, Service National de Statistique, le 1er février 1942

Chef du Service de Statistique générale de l'A.O.F. 1er mai 1945-21 décembre 1948

Chef du Service de Statistiques du M.F.O.M.

22 décembre 1948 - 30 novembre 1956

Détaché à l'O.R.S.T.O.M.: 1er décembre 1956-31 mai 1965

Détaché au Ministère des Finances : 1er octobre 1965-12 février 1969

Retraité le 5 mai 1973

Décédé, le 27 janvier 1991

MAZAUD, Lucienne

Née le 12 juillet 1921

Attachée de l'INSEE, 12 juillet 1944

Service de Statistiques de Côte-d'Ivoire, 24 novembre 1957

Réintègre l'INSEE, le 16 juin 1960

MERCIER, Michel

Né le 1er mars 1924

Attaché de l'INSEE, 1er décembre 1949

Service de Statistiques de Guinée, 27 juin 1955-7 juin 1957

Service de Statistiques de Côte-d'Ivoire, 1958-1960

Réintègre l'INSEE le 1er novembre 1961
 Administrateur de l'INSEE, 1er février 1962
 Retraite, 1er mars 1984

MICALET, René

Né le 16 juillet 1924
 Breveté de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer (1946)
 Administrateur de la France d'outre-mer
 Détaché à la Statistique générale de Madagascar, mars 1949-octobre 1950
 Décédé en 1988

MOTHIRON, Robert

Né le 14 septembre 1919
 Chef d'Atelier mécanographique INSEE, 19 février 1958
 Statistique Générale de l'A.O.F., Dakar, 7 décembre 1952 - 22 avril 1960
 Réintègre la DR Orléans le 1er octobre 1960
 Décédé, 1er janvier 1975

MULLIER, Arthur *

Né le 14 mars 1922
 Attaché de l'INSEE, 1er juillet 1945
 Administrateur de l'INSEE, 1er novembre 1946
 Détaché au Ministère de la France d'Outre-mer : 1er septembre 1948
 Chef du Service Statistiques de Côte-d'Ivoire, 1er septembre 1948-janvier 1950
 Chef par intérim du Service de Statistique générale de l'A.O.F., janvier-décembre 1950
 Chef du Service de Statistiques de l'A.E.F. : 30 mai 1951-décembre 1956
 Directeur de l'Institut de statistique et de recherches économiques de Madagascar.
 janvier 1957-septembre 1965
 Directeur de la Division de Statistique et de Planification de la Commission Economique
 pour l'Afrique, Addis-Abeba : 1er octobre 1965-août 1970
 Directeur adjoint du Bureau de Statistiques des Nations Unies, New-York, 1er octobre
 1970-mai 1982
 Retraité de l'INSEE, 14 mars 1982

N'DAO, Omar

Né le 14 juillet 1921
 Attaché de l'INSEE
 Service de Statistiques du Sénégal, 3 octobre 1949-7 mai 1952
 Service de Statistiques de l'A.E.F., 8 mai 1952-31 décembre 1955
 Service de Statistiques de l'A.O.F., 1er janvier 1956-31 décembre 1957
 Réintègre l'INSEE, le 1er janvier 1958, affecté D.G. Lille
 Service de Statistiques de Guinée, 1er mai 1958-31 décembre 1959
 Démissionne de l'INSEE, 1er janvier 1962

NORMAND, Jacques

Né le 28 avril 1915
 Administrateur du Service National de Statistique, 20 février 1942
 Statistique Générale de l'A.O.F., Dakar, 1er-30 juin 1946
 Chef du Service Statistiques de Côte-d'Ivoire, 1er juillet 1946-6 avril 1949
 Service de Statistiques, M.F.O.M., 1er juillet 1950-31 décembre 1958
 Réintègre l'INSEE, le 1er janvier 1959
 Retraité, le 19 mars 1979

NOVELLE, Bernard

Né le 13 décembre 1937
 Attaché de l'INSEE, 1er janvier 1959

Service de Statistiques du Gabon, 21 octobre 1958- fin 1961
 Service de statistiques du Tchad, 15 mai 1962-31 décembre 1973
 Réintègre l'INSEE le 1er janvier 1974
 Administrateur de l'INSEE, 23 octobre 1979
 Décédé le 29 mars 1982 (attentat terroriste, SNCF)

PROKHOROFF, Georges*

Né le 12 janvier 1931
 Attaché de l'INSEE
 Détaché Service de Statistiques, M.F.O.M. : 26 novembre 1951
 Chef du Service de Statistiques du Dahomey, juillet 1952-juillet 1954
 Service Statistique du Ministère de l'air, novembre 1954-avril 1956
 Service de Statistiques, M.F.O.M., mai 1956- 31 décembre 1958
 Mission au Soudan, juin 1957-octobre 1957
 Mission au Gabon : octobre 1959-janvier 1960
 INSEE, direction de la Coopération jusqu'en novembre 1963
 INSEE, Etudes régionales, décembre 1963- septembre 1966
 Sous-directeur au Ministère de l'Education nationale

POMMEZ, Jacqueline (Mme SABOURET)

Née le 13 juin 1924
 Attachée de l'INSEE, 26 novembre 1952
 Service de Statistiques du Cameroun, juillet 1952- 24 novembre 1959
 Mission Dakar, septembre - décembre 1958
 Retraitée, 13 novembre 1987

RAPHANEL, Roger

Né le 7 juillet 1926
 Attaché de l'INSEE, 1er février 1954
 Service de Statistiques de l'Oubangui-Chari : 16 août 1953- 18 août 1955
 Service de Statistiques de l'A.E.F. : 22 février 1956- 23 février 1959
 Communauté Economique Européenne : 15 juillet 1959-31 décembre 1988
 Retraité, le 1er janvier 1989

RAYMOND (Mlle)

Service de Statistiques M.F.O.M., 1944

RIOU, André

Ingénieur des travaux publics d'outre-mer
 Détaché au Service de Statistiques de la Côte-d'Ivoire
 Chef du Service de Statistiques de l'A.E.F.
 Statistique Générale de l' A.O.F. (Dakar)
 Décédé

ROSENFELD, Félix *

Né le 25 octobre 1915
 Maîtrise es-sciences, Diplôme de statisticien (ISUP), Diplôme d'études supérieures d'actuariat
 Contractuel, assimilé Administrateur 2° INSEE
 Chef du Service de la Statistique Générale de l'Indochine du 1er janvier 1947 au 31 décembre 1949
 Quitte le Service Colonial de Statistique, en fin de congé le 30 juin 1950
 Statisticien et économiste à l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Genève puis Rome, 1950-1955
 Conseiller économique et financier d'organismes d'études, d'entreprises industrielles et de banques (Rothschild et Cie Banque, 1955-1991)

ROYER, Jacques *

Né le 24 juin 1922

Ecole Polytechnique

Administrateur de l'INSEE, 1947

Détaché à la Statistique Générale de l'Indochine, 1er janvier 1949

Chef du Service des Affaires Statistiques au Haut-Commissariat de France en Indochine

1er janvier 1950- juillet 1951

Rejoint l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (F.A.O.),
septembre 1952

Initiateur de l'enquête agricole de Bouaké et de l'enquête "nutrition -niveau de vie" de
Bongouanou, Côte-d'Ivoire 1954-1955

Crée et dirige le Service de Statistique de la Commission Economique des Nations Unies
pour l'Afrique (CEA), Addis-Abeba, 1959-1963

Etablit le Bureau sous régional pour le Nord de l'Afrique de la CEA, Tanger, 1963-1966

Réintègre l' INSEE (Direction des synthèses), juillet-décembre 1966

Crée et dirige la Division de la programmation et des projections de la Commission
Economique des Nations Unies pour l' Europe, Genève, 1967-1978

Responsable aux Nations Unies du projet "UNITAD", (CNUCED-ONUDI), Genève et
Vienne, 1979-1982

Réintègre l'INSEE en février 1982, Inspecteur général

Professeur à l'Université de Genève

Retraité de l'INSEE, janvier 1983

SANNER, Pierre *

Né le 30 novembre 1915

Administrateur adjoint de la France d'outre-mer

Chef du Service de Statistiques de l'A.E.F. 17 septembre 1945-11 septembre 1947

Service de Statistiques, M.F.O.M. 1948-10 juin 1950

Inspecteur de la France d'outre-mer, 10 juin 1950

Directeur des Etudes, Institut d'émission de l'A.O.F.-Togo/ Banque centrale des Etats de
l'Afrique de l'Ouest, 1955-1975

Conseiller-maître en service extraordinaire à la Cour des Comptes

Inspecteur Général des Affaires d'outre-mer (Réserve)

SANSON-CARETTE, Antoine *

Né le 23 août 1922

Administrateur de l'INSEE, 1er novembre 1951

Statistique Générale de l'A.O.F., Dakar, 1er juillet 1952-15 juillet 1952

Chef du Service de Statistiques de la Côte-d'Ivoire 16 juillet 1952-14 octobre 1957

En mission au Liban : 15 octobre 1957 - 1er mars 1965 - Administrateur H.C. INSEE

Retraité, 23 août 1987

SCHNEIDER, Jean

Né le 9 août 1932

Attaché de l'INSEE, 16 novembre 1952

Détaché M.F.O.M., le 26 novembre 1952

Service de Statistiques du Cameroun, 8 avril 1954-11 avril 1957

Service de Statistiques de l'A.E.F., Brazzaville, avril 1958- décembre 1959

Service de Statistiques du Congo, 1er janvier 1960-3 mai 1960

Service de Statistiques du Tchad, 22 novembre 1960-23 juin 1962

Réintègre l'INSEE, le 1er janvier 1963

Décédé le 22 novembre 1974

SERRE, André

Né le 31 janvier 1923

Attaché de l'INSEE, 12 novembre 1957

Enquête de ménage en pays Lobi 1956-1957
 Missions en Algérie (1957-1960), au Cameroun, à Addis-Abeba, et à Dakar (1961-1964)
 Retraité, le 1er février 1989

SICARD de SAILLY, Georges

Né le 7 février 1907
 Attaché du S.N.S., 1er février 1942
 Service de Statistiques de Côte-d'Ivoire : 17 août 1951-15 août 1953
 Réintègre l'INSEE, le 15 août 1953
 Administrateur de l'INSEE, 1er janvier 1964
 Retraité, le 1er mars 1973
 Décédé le 8 décembre 1985

SIMONET, Pierre

Né le 27 octobre 1921
 Administrateur de la France d'outre-mer, janvier 1946
 Service de Statistiques du Cameroun, juillet 1950-juillet 1952
 Service de Statistiques M.F.O.M., 1952-1957
 Missions en Thaïlande et en Iran, 1958-1959
 Administrateur en Chef des Affaires d'outre-mer, e.r. 1960
 Fonds Monétaire International, 1960-1980

SMOLSKI, Thadée

Né le 7 octobre 1887
 Entré à la Statistique Générale de la France le 3 janvier 1921
 Détaché en Indochine le 1er mars 1923
 Chef de la Statistique Générale de l'Indochine 1941-1947
 Rentre en France le 4 août 1947
 Inspecteur Général INSEE, 1er octobre 1946
 En congé longue durée du 7 décembre 1956-7 octobre 1959
 Retraite, 7 octobre 1959
 Décédé en 1966

SOMBRUN, Marthe *

Née le 13 mai 1922
 Attachée de l'INSEE, 15 octobre 1946
 Service National de Statistique : décembre 1941, affectée à la préparation du Recueil de statistiques du commerce extérieur des possessions françaises 1938
 Service de Statistiques, M.F.O.M. du 1er juillet 1944 au 17 novembre 1946
 Service de Statistiques du Haut-Commissariat en Indochine
 18 novembre 1946-30 juin 1952
 Institut d'émission des Etats Associés du 1er juillet 1952 au 15 mars 1955
 Haut-Commissariat R.F. au Viêt-nam 15 mars 1955-30 octobre 1956
 Institut d'émission de l'A.O.F.-Togo/ Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, 10 septembre 1956-30 avril 1978
 Institut d'émission des Départements d'outre-mer, 1er mai 1978-30 juin 1982
 Retraite, 1er juillet 1982

SOUBIE, Pierre

Né le 1er janvier 1933
 Administrateur de l'INSEE, 14 novembre 1956
 Missions au Sénégal et en Côte-d'Ivoire,
 octobre 1956-février 1958 et mai-octobre 1962
 Inspecteur général de l'INSEE

TEURTRIE, Léon

Né le 1er juillet 1920

Attaché de l'INSEE, 1er mai 1950

Service de Statistiques de l'A.E.F. -10 novembre 1950- 2 décembre 1951

Décédé le 3 juin 1952

THEODORE, Gérard *

Né le 28 novembre 1920

Officier d'Artillerie Coloniale

Administrateur adjoint de la France d'outre-mer 1er avril 1945

Administrateur de l'INSEE, 1er avril 1946

Chef du Service de Statistiques du Cameroun 1er avril 1945-1er avril 1947

Chef du Service de Statistiques de l'A.E.F. 1er juillet 1949- 1er mars 1951

Centre de formation Ibadan 1953

Chef de la Mission démographique en Guinée 1954-1955

Directeur-adjoint du Service de Statistiques du Ministère de la France d'outre-mer 1956-1959

Réintègre l'INSEE, le 1er avril 1961

Inspecteur général de l' INSEE, le 12 mai 1970

Directeur du Service Central des Enquêtes et Etudes Statistiques (Ministère de l'Agriculture), 1961-1972

INSEE, Directeur "Production", 1972-1982

Retraité, 9 septembre 1985

THIBAU, Jacques *

Né le 29 avril 1928

Attaché de l'INSEE, 1er novembre 1951

Administrateur de l'INSEE, 6 novembre 1952

Chef du Service de Statistiques de Guinée, 6 novembre 1952- 4 mai 1955

Directeur du Service de Statistiques du Cameroun : 6 janvier 1956- 12 novembre 1956

Chef du Service de Statistiques de Guinée, 13 novembre 1956-10 septembre 1958

Réintègre l'INSEE le 11 septembre 1958

Inspecteur général de l'INSEE, 1975

Retraité, le 3 septembre 1988

THOUVENIN, Monique (Mme BONJOUR)*

Née le 27 juin 1924

Auxiliaire au S.C.S., 3 novembre 1943

Attachée de l' INSEE, 1er mai 1949

Statistique Générale de l'A.O.F. mars 1950- février 1963

Réintègre INSEE, 1er septembre 1963

Retraitée, 9 juillet 1984

TOUVENEL, Gèneviève (Mme LE DIVELEC)

Née le 1er janvier 1916

Attachée de l'INSEE, 12 juillet 1944

Service de Statistiques de l'A.E.F., 17 septembre 1945 - 10 décembre 1954

Statistique Générale de l'A.O.F., Dakar, 16 décembre 1954-9 novembre 1959

Réintègre l'INSEE le 10 novembre 1959

Retraite le 1er février 1982

TRESVIATSKY, Lydia (Mme CARRET)

Née le 31 août 1931

Attachée de l'INSEE, 26 mai 1952

Statistique Générale de l'A.O.F. : 26 novembre 1952- 6 septembre 1957

En disponibilité le 1er janvier 1959

ULMER, Henri

Né en 1899,

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique

Statistique Générale de la France

Chef du Service de la Statistique générale de l'Indochine, 1928 -1933.

Détaché au Ministère des Colonies, 1933-août 1939

Mobilisé août 1939

Mort pour la France, juin 1940

VERNET, Maurice

Né le 1er mai 1922

Attaché de l' INSEE, 1er juillet 1945

Recensement de Dakar, 1955

Mission en Côte-d'Ivoire, 1er octobre 1955-22 décembre 1955

Administrateur de l'INSEE, 1er février 1962

Retraité, le 15 novembre 1982

VESSE, Auguste

Né le 23 octobre 1923

Administrateur de l'INSEE, 6 novembre 1952

Service de Statistiques du Cameroun, 6 novembre 1952-21 mai 1960

Service de Statistiques du Togo, 22 mai 1960-21 août 1960

Réintègre l'INSEE le 28 août 1960

Missions pour l'O.N.U. au Zaïre, au Tchad et au Sénégal, 17 novembre 1960-17 juin 1972

Conseiller régional (Dakar) des Nations Unies, 29 mars 1983-28 mars 1984

Retraité, 24 octobre 1988

VILLOME, Elisabeth (Mme)

Agent de bureau de l'INSEE

Service de Statistiques, M.F.O.M.

VLASSENKO, Elisabeth *

Née le 19 avril 1926

Attachée de l'INSEE, 26 novembre 1952

En mission au Togo, 9 novembre 1956 - 9 mai 1957

Chef du Service de Statistiques du Togo, par intérim, 17 juillet - 17 octobre 1957

Chef du Service de Statistiques du Togo, 24 avril 1958 - 3 mai 1960

En fonction au Service de Statistiques, puis au Ministère du Plan de la République du Togo, jusqu'au 15 août 1969

Réintègre l'INSEE, le 1er juillet 1970

Administrateur de l'INSEE, 1er octobre 1976

Retraitée, 9 juillet 1987

*
* *

ANNEXE 2

ORGANISATION & EFFECTIF AU 31 DECEMBRE 1949 DU SERVICE DE LA STATISTIQUE GENERALE DE L'INDOCHINE

Chef de Service : M. F. ROSENFELD, licencié es sciences, statisticien diplômé, contractuel;

Adjoint au Chef de Service M. J. ROYER, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, licencié en droit, statisticien diplômé, administrateur de 3ème classe de l'I.N.S.E.E

Chef du Bureau de la Statistique

Bureau de la Statistique Générale de l'Indochine :

Mlle S. FREDON, attachée-adjointe de 2° classe de l'I.N.S.E.E. ;
Mlle M. SOMBRUN, attachée-adjointe de 3° classe de l'I.N.S.E.E. ;
M. NGUYEN NGOC TA, commis de 1ère classe du Cadre des Bureaux et des Services du Gouvernement Général;
Mme BOURoux (née HO THI CUU), aide-statisticienne, journalière;
Mlle PHAN THI XUYAN QUY, aide-statisticienne, journalière.

Bureau des Etudes Economiques:

M.M. PEYRONNET, rédacteur, contractuel ;
Mlle Y. MONGES, rédactrice, journalière.

Bibliothèque et Bureau de documentation :

M.N. POTIEZ, archiviste, journalier;
M. TRON CAU, aide-archiviste, dactylographe de 6° classe du Gouvernement Général et des Services généraux d'Indochine.

Secrétariat des Conférences internationales :

M. J. de FLAUGERGUES, rédacteur, licencié es lettres, contractuel;
Mlle I. ROSTISLAVOFF, secrétaire.

Secrétariat :

Mlle D. VERGES,
Rédactrice de 1ère classe de la Nouvelle-Calédonie ;
Mlle. M. R. PHAM VAN CANG, courrériste, journalière;
M. NGUYEN THAN LONG, dactylographe de 6° classe du Gouvernement Général et des Services Généraux d'Indochine;
M. HO VAN NGOC, dactylographe de 6° classe du Gouvernement Général et des Services Généraux d'Indochine;
Mlle Pauline DOCONG THA, dactylographe, journalière;
M. NGUYEN VAN KINH, planton;
M. NGUYEN VAN CHAT, vagemestre;
M. HUYNH VAN HAU, chauffeur;
M. Lê VAN LET, chauffeur.

Source : Félix ROSENFELD : Compte-rendu de l'activité du Service de la Statistique Générale de l'Indochine en 1949. Saïgon, 31 décembre 1949, n°2028.

ANNEXE 3

ORGANISATION ET EFFECTIF AU 30 JUIN 1950
DU
SERVICE DE STATISTIQUES
DU
MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Organisé par arrêté du 2 octobre 1943 dans le cadre de la loi du 11 octobre 1941 créant le Service national des statistiques, par la loi du 20 mars 1944 et par le décret du 15 avril 1946, modifié le 29 mai 1947 et le 23 janvier 1948.

L'Institut national de la statistique et des études économiques pour la métropole et la France d'outre-mer, créé en application de la loi de finances du 27 avril 1946 (art. 32 et 33), par décret du 14 juin 1946, travaille en liaison avec le Service des statistiques et lui fournit ses techniciens qui y sont placés en service détaché.

Chief du Service : M. MARIETTI (Pascal), administrateur de 2^e classe de l'Institut national de la statistique et des études économiques (I. N. S. E. E.). Pièce 228. Tél. 461.

Secrétariat : M^{lle} BILQUEZ (Andrée), attaché adjoint de 2^e classe de l'I. N. S. E. E. Pièce 226 bis. Tél. 461.

Enregistrement du courrier arrivée et départ.
Expédition des périodiques du Service ou des organismes extérieurs. N... Pièce 221. Tél. 383.

Dactylographie du courrier et des tableaux statistiques. N... Pièce 221. Tél. 383.

1^{re} Section.

Documentation. Bulletin bibliographique. Fichier des entreprises. Statistiques du crédit et des banques. Prix et coût de la vie. M. DEMOLINS (Bernard), administrateur adjoint de 1^{re} classe. Pièce 223. Tél. 490.
M^{lle} HARDIVILLER (Jacqueline), commis principal de 3^e classe de l'I. N. S. E. E. Pièce 224. Tél. 382.

M^{me} CHOUZENOUX (Edith), commis de 2^e classe de l'I. N. S. E. E. Pièce 224. Tél. 382.

N... Pièce 224. Tél. 382.

N... Pièce 224. Tél. 382.

N... Pièce 219. Tél. 383.

2^e Section.

Statistiques du commerce, de la production industrielle et agricole, des communications, du travail. M. BEYER (Pierre), attaché de 3^e classe de l'I. N. S. E. E. Pièce 225. Tél. 384.

M^{lle} DELANQUE (Andrée), commis principal de 3^e classe de l'I. N. S. E. E. Pièce 224. Tél. 382.

3^e Section.

Démographie. Statistiques de l'enseignement, de la santé et des finances publiques. M. NORMAND (Jacques), administrateur de 3^e classe de l'I. N. S. E. E. Pièce 227. Tél. 459.

M. LE POLOTEC (Henri), attaché adjoint de 2^e classe de l'I. N. S. E. E. Pièce 227. Tél. 459.

M^{lle} BARNE (Renée), commis principal de 3^e classe de l'I. N. S. E. E. Pièce 224. Tél. 382.

Atelier.

Dépouillement des recensements. Etablissement des tableaux statistiques. M^{me} BOUCHAUD (Gilberte), commis principal de 1^{re} classe de l'I. N. S. E. E. Pièce 219. Tél. 383.

ANNEXE 4

INSTRUCTIONS SUR LES SERVICES DE STATISTIQUES ET L'ETABLISSEMENT DE STATISTIQUES ADRESSEES AUX GOUVERNEURS GENERAUX ET GOUVERNEURS DE LA FRANCE D'OUTRE-MER 1945-1955

1° - Circulaire n°2034 du 30 décembre 1944 sur les informations à communiquer au Service de statistique en cours d'organisation au ministère des Colonies.

Signée par M.GIACCOBI, alors ministre des colonies, cette circulaire, sous le timbre "Direction des Affaires économiques -Service colonial de statistiques" était assortie de trois Instructions concernant respectivement :

- l'organisation, "sans attendre la création d'un Service local de Statistique générale", d'un bureau de centralisation de la documentation statistique;
- les renseignements statistiques à adresser mensuellement;
- les statistiques du commerce extérieur.

2° - Circulaire n° 334/SCS du 7 juin 1946 sur l'application du décret du 15 avril 1946 organisant le Service colonial de statistique

3° - Circulaire n°490/SCS du 16 septembre 1946 concernant l'organisation de services de statistiques dans les territoires

Signée par M.Marius MOUTET, alors Ministre de la France d'outre-mer.

4° - Circulaire n°3533/SCS du 5 mai 1949 concernant la nomenclature douanière.

5° - Circulaire n°202/ST du 27 février 1951 donnant instructions pour le recensement quinquennal de la population dans les territoires d'outre-mer.

6° - Circulaire n°2322/DSS/4 du 12 mars 1951 sur la détermination systématique de la répartition des sexes à la naissance (sex-ratio) : point 4 du programme d'études démographiques dans le cadre de la loi du 2 août 1950.

7° - Circulaire n°293/ST du 9 avril 1951 relative au recensement des véhicules automobiles.

8° - Circulaire n°717/ST du 24 août 1951 sur le recensement de la population autochtone des grands centres urbains.

Cette circulaire se réfère aux points 1 et 2 du programme d'études démographiques prévues par la loi du 2 août 1950. Elle fait également la critique du fonctionnement de l'état-civil.

9° - Circulaire n°38/ST du 8 janvier 1952 prescrivant un relevé des autorisations d'entrée délivrées localement aux étrangers

10° - Circulaire n°646/ST prescrivant l'établissement d'une liste des véhicules automobiles recensés.

11° - Circulaire n°675/ST du 15 mai 1952 prescrivant une enquête sur les budgets familiaux.

12° - Circulaire n°685/CAB du 8 juillet 1952 prescrivant une enquête sur les principes d'établissement des statistiques du commerce extérieur.

13° - Circulaire n°115/CAB du 18 octobre 1952 prescrivant l'évaluation du montant, en septembre, 1952 d'un "budget-type" d'une famille d'origine métropolitaine (fonctionnaire d'indice 250/260) résidant au chef-lieu de Groupe de territoires ou territoire.

14° - Circulaire n°9119/TP/2 sur les paramètres à utiliser dans les formules de révision de prix.

15° - Circulaire n°744/CAM du 12 août 1953 concernant l'établissement des comptes économiques des T.O.M.

Adressée aux Hauts-Commissaires en A.O.F.,A.E.F., Cameroun et Madagascar et au Commissaire au Togo.

16° - Circulaire n°746/CAM du 12 août 1953 concernant l'établissement des comptes économiques des T.O.M.

Adressée aux Chefs des territoires de Nouvelle-Calédonie, Océanie, Djibouti, Pondichéry, Saint.Pierre-et-Miquelon.

17° - Circulaire n°1072/CAM du 20 novembre 1955 sur les statistiques monétaires.

*
* *

ANNEXE 5

ENQUETES SOCIO-ECONOMIQUES
MENEES PAR
LES SERVICES DE STATISTIQUES DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
1954-1958
(1)

Enquête nutrition-niveau de vie, Bongouanou, Côte-d'Ivoire
1954-1956

Dirigée par J. ROYER, J-L. BOUTILLIER, J.CAUSSE

Enquête agricole par sondage : subdivision de Bouaké, Côte-d'Ivoire,
juillet 1954-janvier 1955

Dirigée par J. ROYER, J-L. BOUTILLIER, J.CAUSSE

Mission démographique de Guinée 1954-1955

Dirigée par G.THEODORE

Enquête sur les échanges routiers en Guinée-1955-1956.

Enquête agricole et économique sur quatre villages de Guinée - 1955-1957

Enquête dans la zone rizicole de Haute-Guinée-1955-1956

Dirigée par R.CLAIRIN

Mission d'inventaire du Konkouré, Guinée, 1957

Dirigée par CONSENT

Mission d'inventaire socio-économique de la commune de Conakry-mars 1958

Dirigée par M.LAFARGE

Enquête sur les budgets familiaux des salariés africains à Abidjan- 1956

Dirigée par J.CAUSSE,

Enquête démographique et agricole dans le 1^{er} secteur agricole de Côte-d'Ivoire
1957-1958

Dirigée par J.CAUSSE, J.GAUTHIER

Enquête de ménage en pays Lobi (Haute-Volta) 1956-1957

Dirigée par BOUTILLIER, J.-L., CAUSSE, J, SERRE, L.

Enquête socio-économique dans la moyenne vallée du Sénégal
1957-1958

1 - Pour un recensement, qui ne peut se prétendre exhaustif, des publications retraçant la méthodologie et les résultats des enquêtes socio-économiques menées de 1951 à 1958 dans les Territoires d'outre-mer, voir notre "Contribution à un Catalogue des livres et brochures édités par les Services de Statistiques de la France d'outre-mer"

**Mission socio-économique dans la basse vallée du Sénégal
1957**

Mission socio-économique du Soudan 1956-1958

Dirigée par R.CLAIRIN, assisté par G.PROKHOROFF. Rapport par le Dr. CANTRELLE

Enquête dans le delta central du Niger 1957-1958

Mission d'enquête en pays Kabré, Togo, 1957

Mission pluridisciplinaire : Statisticien GILLOT, Pharmacien capitaine PERISSE

Enquête sur les transports routiers à l'intérieur du Cameroun, 1954-1955

**Enquête agricole dans la subdivision de M'Balmayo, Cameroun
1957-1958**

Dirigée par M. LAFARGUE, H.MARTCOU.

**Enquête socio-démographique réalisée dans la Région du Niari, Moyen-Congo
avril-juillet 1954**

Enquête socio-économique dans le plateau Koukouya, Moyen-Congo 1956-1957

Enquête sur les ménages africains de Pointe-Noire, 1958

Enquête d'inventaire statistique dans le district de Kibangou (Moyen-Congo), 1958

Réalisée par F.GANON

Enquête socio-démographique réalisée dans la Région de Bangassou (août-septembre 1954)

**Enquête sur les échanges routiers Oubangui-Tchad
1957**

*
* *

ANNEXE 6

BIBLIOGRAPHIE

A- LA STATISTIQUE COLONIALE AVANT LES STATISTIENS

MINISTERE DES COLONIES

Instructions pour l'établissement des statistiques des colonies françaises

(Circulaire ministérielle du 15 février 1909)

Une brochure in 8°, VII+204 pages, Paris, 1909, Office Colonial

Cette circulaire fut notifiée au Gouverneurs des territoires de l'A.O.F. par une circulaire du Gouverneur Général du 2 mai 1909 (J.O.A.O.F., 1909, page 222)

MINISTERE DES COLONIES

Circulaire ministérielle du 7 janvier 1905 au sujet de l'établissement des statistiques du commerce

J.O.A.O.F., 1905, page 125

MINISTERE DES COLONIES

Circulaire ministérielle du 28 février 1905 au sujet des statistiques judiciaires

J.O.A.O.F., 1905, page 150

GOVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A.FRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Circulaire du 1er mai 1909 au sujet des statistiques des chemins de fer de l'A.O.F.

J.O.A.O.F., 1909, p.221

BERTRAND, A.

De la nécessité d'une documentation scientifique ou statistique préalable à toute mesure intéressant les indigènes.

Bulletin de l'Institut Royal Colonial Belge, 1933, IV, 1, pp.44-59

BOUVIER, René

La Statistique Coloniale

L'État moderne, août-septembre 1933, pp. 674-687

BOUVIER, René

Insuffisance des Statistiques Coloniales

Une brochure 13x21 cm., 28 pages, Paris, 1933, Editée par la Dépêche Coloniale

Plaidoyer pour l'amélioration des statistiques économiques intéressant les colonies françaises; manifestement inspiré par ULMER. Bibliothèque de l'INSEE : 1506 FRA.col. RFC 629

CADOUX, G.

L'avenir économique de nos colonies. Quelques statistiques

Journal de la Société de Statistique de Paris, octobre 1927

CLAUSON, G.L.M.

Some uses of Statistics in Colonial Administration

Manchester Statistical Society's Journal, janvier 1937

CERISIER, Charles

La France et ses Colonies

Un volume 14x23 cm, II+144 pages, Paris, 1886, E. Bernard et Cie

En ce petit volume, dont on notera la date (antérieure à la création du Ministère des colonies !), l' A. affirme (page 54) "La statistique est une boussole. En matière coloniale, comme en toute autre question, elle joue un rôle prépondérant", tentant un exposé sur "Les colonies françaises d'après la statistique officielle la plus récente" (pp..53-65).

COLONIE DU SÉNÉGAL

Circulaire du Gouverneur du Sénégal n°143 A.P. du 26 juillet 1932 sur l'étude des exploitations agricoles indigènes

Constate que "les statistiques établies annuellement ne reposent sur aucune base sérieuse et ne font que reproduire, avec des variantes plus ou moins fantaisistes, celles de l'année précédente". Il est demandé aux Administrateurs d'étudier, "pour quelques villages choisis", la superficie ensemencée et la nature des cultures.

LANCIEN, Raymond

Nécessité d'un Service de documentation et de statistique coloniales.

Rapport présenté au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1934, COLONIES, Paris; Sénat, 24 février 1934, n°105. Annexe VII, pages 111-117.

B - LES SERVICES DE STATISTIQUES DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
Organisation et activités

ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Pays d'outre-mer : Organisation des Services de Statistique.

Discussion d'une proposition: rejet.

Assemblée de l'Union Française, Compte rendu de la séance du 20 mars 1952, pp..351-359.

Discussion de la proposition (n°173, 1951) de M. JOUSSELIN. Avis conforme de M.M. THEMIA et Jean SCHELLES. Opinion contraire de M. ROSENFELD et du porte-parole du Groupe Socialiste S.F.I.O. - Rejet de la proposition par 69 voix contre et 43 pour.

BLÉHAUT, Bernard

Pas de clairon pour l'Amiral. Henri Bléhaut (1889-1962)

Un volume 13,5 x 21 cm., 336 pages, illustrations, Paris, 1991, Jean Picollec, Editeur.

L'Amiral Bléhaut fut Secrétaire d'Etat à la Marine et aux Colonies de l'Etat Français du 26 mars 1943 au 20 août 1944. Lors de l'instruction de son procès en Haute-Cour de Justice, la création d'un service de statistique au ministère des colonies fut porté à son crédit, comme l'une "des principales améliorations qui marquèrent (son passage au ministère des colonies) et qui subsistèrent après la Libération". (Annexe 9, page 233).

BOURNIER, Georges

La question de la Statistique coloniale

Académie des Sciences coloniales, Compte rendu des séances des 5 et 19 mars 1943,

En annexe à la séance du 19 mars 1943, vœu adopté par l'Académie sur proposition M.SAURIN.

BOURNIER, Georges

A propos de la communication de M. Bournier sur la Statistique.

Académie des Sciences coloniales, Compte rendu des séances des 2 et 16 avril 1943,

BOURNIER, Georges

Conférence sur la Statistique coloniale

Ecole Supérieure coloniale, Paris, 1944, 13 pages dactylographiées.

BOURNIER, Georges

La Statistique d'Outre-mer

Bulletin d'Information, INSEE, n°10, décembre 1947, pp. 35-40.

Publié sans nom d'auteur, celui-ci étant manifestement G. Bournier.

BOURNIER, Georges

Note n° 114/S.O.M. du 8 mai 1947 pour les divers Services d'outre-mer

Note 9 pages 21x27 cm. dactylographiées, Paris (11 Bd.Haussmann), 9 mai 1947

Expression la plus achevée de la "doctrine" Bournier : " Il faut que les moins expérimentés sachent accepter une discipline et marcher aveuglement derrière ceux qui ont la responsabilité de l'action d'ensemble et la conçoive à la lumière d'une dure et longue expérience".

BOURNIER, Georges

La contribution de la statistique à l'étude des territoires d'outre-mer

Bulletin d'Information, INSEE, août 1949, pp. 5-8

BOURNIER, Georges

La Statistique Générale d'Indochine

Bulletin d'Information, INSEE, janvier 1950, pp. 59-67

BOUTILLIER, J.-L. & CAUSSE, J.

Une enquête sur différents aspects du niveau de vie dans une région de la Côte-d'Ivoire

Communication à un Symposium, 1960 (?), Genève, Bureau International du Travail

BUNLE, Henri

A propos de l'article de A.Sauvy : " Statistique Générale et Service national de Statistique de 1940 à 1944

Journal de la Société de Statistique de Paris, 3^e Trimestre 1975, pp.. 245-247.

Rendant hommage à L.MARCH, (Directeur de la S.G.F. de 1896 à 1919), Bunle écrit " En 1925 (sic),il contribue à la création du Service de statistique de l'Indochine,dont les dirigeants provenaient de la S.G.F.. Il ne fut pas aussi heureux en Afrique du Nord. Des services n'y furent créés qu'en 1943 après deux voyages de moi-même d'abord et de Carmille par la suite."

FICATIER, Albert

Un certain regard sur l'une des fonctions de l'INSEE : De la statistique coloniale à la coopération technique.

Un volume, 18x24 cm, 298 pages, Paris, avril 1981, INSEE

Première partie (pp.. 5-81) consacrée à "La Statistique dans les colonies françaises", en grande partie inspirée par la thèse de MARIETTI. En annexe (pp..275-277), biographie (un peu trop dithyrambique) de G. BOURNIER. De par ses fonctions l'auteur a disposé de toutes les archives du Service colonial et de l'INSEE, aussi les erreurs de fait de son exposé surprennent, de même que l'acrimonie de jugements que son exposé n'étaie pas toujours.

HOLLEAUX, André

Rapport sur la première année de réalisation du plan de développement des Territoires d'outre-mer

Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics, mai 1948,

Sur la statistique voir pp.787-790.

MARIETTI, Pascal-Gaston

La Statistique Générale en France

Un volume in 8°, 240 pages, Rufisque, 1947, Imprimerie du Gouvernement Général.

Le Chapitre II du Titre III (pp. 155-176) de cette thèse est consacré au "Service colonial de statistique" dont l'auteur fut un des premiers membres, le premier Chef du service de statistique de l'A.O.F., avant de devenir Chef du Service colonial de Statistique (Cf. référence suivante)

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER-SERVICE DE STATISTIQUE

Inventaire social et économique des Territoires d'outre-mer. 1950-1955

Un volume 21x27 cm., Paris, 1957, page 455-459.

Présente, pp.455-459, sous le titre "Activité du Service de Statistique de 1949 à 1956", un bilan de l'extension des services de statistique du ministère de la F.O.M. et des territoires d'outre-mer, de leurs publications, de leurs travaux et activités diverses durant la période de direction du service de statistique de la France d'outre-mer par P.G. Marietti.

SALIN Brigitte, CREMIEU Catherine, HO TA KHANH Yvette et DE QUUAY Isabelle

Les annuaires, bulletins et revues statistiques en France (1878-1960)

Economie et Statistique, n°, 1961, pp..57-59.

Révéléateur.... par l'absence de toute mention des annuaires, bulletins et revues des services de statistiques de l'outre-mer français (D.O.M. compris)

SANNER, Pierre

Note sur le Service de Statistique de l'A.E.F.

Note, 21 pages, 21x27cm, dactylographiées, Brazzaville, 1947, Gouvernement Général de l'A.E.F.

SANNER, Pierre

Rapport d'inspection sur l'organisation et les moyens du Bureau des statistiques de la Côte-d'Ivoire

Un fascicule 21X31cm.,46 pages + pages réponses des services concernés, Abidjan, janvier 1955, Inspection de la France d'outre-mer

SERVICE DES STATISTIQUES DU MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Projet d'enquêtes agricoles en Côte-d'Ivoire

Une note de 25 pages 21X27cm., photocopiées, une carte h.t.

Exposé des projets d'enquêtes -Méthode- Besoins en personnel et matériel-Prévision de déroulement des travaux.

THEODORE, Gérard

Compte rendu sur le Centre d'application de statistique agricole en Afrique tenu à Ibadan (Nigéria) du 1er juillet au 9 septembre 1953

Un fascicule, 26 pages, Ministère de la France d'outre-mer, 15 octobre 1953

THEODORE, Gérard

Le Centre d'application de statistique agricole en Afrique (Ibadan)

Bulletin intérieur, INSEE, janvier 1954

ULMER, Henri

La statistique dans les pays coloniaux.

Journal de la Société de Statistique de Paris, 1938, pp..231- 250

Exposé des difficultés particulières du recueil des statistiques démographiques et économiques dans les "colonies" (pp. 231-239); de l'organisation (insuffisante) des services statistiques dans les "possessions françaises "(pp. 240- 242). Annexe 1 : Exemple d'enquête démographique. Annexe 2 : Ebauche de plan d'une enquête sur les conditions de vie des

Indigènes. Annexe 3 : Matières contenues dans les principales publications statistiques des possessions françaises (pp. 244-248, sommaires des annuaires et bulletins statistiques, précieux pour l'état des données statistiques alors publiées). Remarques présentées par le Dr. ICHOK, le Dr SOREL, M. SAUVY, et M. LANDRY.

X..

Gabriel CHEVRY

Journal de la Société de Statistique de Paris, 4^e Trimestre 1970, pp.. 202-203

Notice nécrologique; indique au "il travailla jusqu'à la guerre au Bureau de la Statistique de l'Indochine à Hanoï, chargé en outre par le Gouverneur Général du contrôle des entreprises d'assurances". Aucune mention d'une affectation au M.F.O.M.

C - LES TRAVAUX DES SERVICES DE STATISTIQUES DE LA FRANCE D'OUTRE-MER Méthodes- Appréciation des résultats

BLANC, Robert

Après dix ans d'enquêtes, bilan encore fragile de la démographie africaine

Economie et Statistique, juillet-août 1969, pp. 13-22

Méthode et synthèse des résultats des enquêtes par sondage exécutées dans les ex-territoires d'outre-mer d'Afrique noire et de Madagascar

CAUSSE, Jean

Les enquêtes socio-économiques

Un fascicule, 37 pages, Paris, 1960(?), Institut de développement Economique et Social, III- Etude de la consommation.

CLAIRIN, Rémy

La contribution de l'Afrique noire à l'analyse démographique

Bulletin de liaison STATECO (INSEE) n°7, février 1976, pp..51-70

DAUPHIN-MEUNIER, Achille

Statistiques et sous-développement économique: l'expérience cambodgienne

Journal de la Société de Statistique de Paris, 1er Trimestre 1957, pp.. 49-59.

Communication pp..49-56 suivie d'un bref compte-rendu des interventions d'un grand intérêt de H. BUNLE, Th. SMOLSKI, F. ROSENFELD, G. MARIETTI, P. VINOT.

FABRE, R.

Les comptes économiques des territoires d'outre-mer de la République française

Supplément Trimestriel au Bulletin Mensuel de Statistique (INSEE) juillet-septembre 1961

HALLU, René

Réalités africaines et enquêtes budget-consommation

Economie et Statistiques (INSEE), n°11, mai 1970, pp.. 21-32

Intérêt, méthode et résultats des enquêtes "budget-consommation des ménages" effectués en Afrique noire et à Madagascar de 1955 à 1957.

HALLU, René

Bilan et limite des enquêtes statistiques à objectifs macroéconomiques réalisées en Afrique francophone entre 1955 et 1970

AMIRA (Groupe de recherche pour l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain), document n°19, janvier 1978

ROSENFELD, Félix

Notes sur les méthodes statistiques applicables à l'agriculture africaine

Bulletin mensuel Economie et Statistique Agricoles de la F.A.O., 1954

ROSENFELD, Félix

Cours d'introduction à la Statistique

Centre Africain d'application de la Statistique Agricole, 1954

ROYER, Jacques

Aspects économiques des enquêtes agricoles et alimentaires en A.O.F.

Un note 10 pages 21x31 cm., polycopiées, Bouaké, 28 mai 1955

L'A., alors expert de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'Agriculture, contribuait à l'enquête "nutrition-niveau de vie" menée à Bongouanou en juillet 1954-mars 1956 ".La note citée traite surtout des enseignements pouvant être tirés de l'enquête concernant l'approvisionnement des populations en denrées vivrières.

ROYER, Jacques

Note sur les enquêtes rurales de consommation et de dépenses des ménages en Afrique tropicale de l'Ouest

Bulletin mensuel économique et statistique agricole (F..A.O.) volume VIII, n°1, janvier 1959

ROYER, Jacques

Enquêtes de consommation et de budget

In " Exposés sur les Enquêtes rurales africaines ", pp..65-86, Centre africain de démonstration d'enquêtes agricoles par sondage, Bingerville, 4 août-4 octobre 1957

ROYER, Jacques

Enquêtes agricoles d'Afrique occidentale française

In " Exposés sur les Enquêtes rurales africaines ", pp..67-94, Centre africain de démonstration d'enquêtes agricoles par sondage, Bingerville, 4 août-4 octobre 1957

ROYER, Jacques

Manuel d'enquêtes agricoles par sondage

Tome I : Principes et exemples. Tome II : Annexes mathématiques

Deux volumes 21x27 cm., 152 & 139 pages, Centre africain de démonstration d'enquêtes agricoles par sondage, Bingerville, 4 août-4 octobre 1957

THEODORE, Gérard

Les enquêtes en milieu africain

Un fascicule, 50 pages, Paris, Centre d'études des programmes économiques, Session 1958-1959

THEODORE, Gérard

Enseignements méthodologiques de vingt ans de statistique agricole dans les pays en voie de développement

Une note 21x29,7 cm., 30 pages + une carte h.t., Paris, 24 septembre 1970, Ministère de l'Agriculture.

Reflexions d'un expert et praticien. Bibliographie sommaire des enquêtes effectuées en pays "francophones" ou non

THEODORE, Gérard

La statistique agricole dans les pays en voie de développement

Un volume, 21x27 cm., 244 pages, Paris, Centre européen de Formation des Statisticiens Economistes des Pays en voie de développement (C.E.S.D.) 1967.

D - CATALOGUE DES PUBLICATIONS DES SERVICES DE STATISTIQUES DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.

ARCHIVES NATIONALES

Guide des sources de l'Histoire de l'Amérique latine et des Antilles dans les Archives françaises

Un volume 15,5x23,5 cm., 711 pages, Paris, 1984, La Documentation française

Sous la rubrique "Archives imprimées, pp. 515-532, donne un relevé des publications et périodiques statistiques sur les "colonies" en général ou spécifiques de la région considérée, détenus par la Bibliothèque nationale et le Section Outre-Mer des Archives nationales (avant son transfert à Aix !). Aucune indication sur le contenu des ouvrages. Utile pour la période avant 1938.

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Bibliographie des publications statistiques africaines 1950-1965

*Un volume 21x27 cm., VII+256 pages, New-York, 1966, Organisation des Nations Unies
Bibliothèque de l'INSEE : B.7038*

CONSEIL INTERNATIONAL DES ARCHIVES

Guide des sources de l'Histoire de l'Afrique. 3. Sources de l'Histoire de l'Afrique au Sud du Sahara dans les Archives et Bibliothèques françaises I. Archives

Un volume 15,5x21 cm., XVIII+958 pages, Zug, 1971, Inter Documentation Company

CONSEIL INTERNATIONAL DES ARCHIVES

Guide des sources de l'Histoire de l'Asie et de l'Océanie dans les Archives et Bibliothèques françaises I. Archives

Un volume 15,5x21 cm., 1415 pages,

Ce Guide et le précédent appellent les mêmes observations que ce lui édité par les Archives Nationales.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Service de Coopération

Catalogue Bibliographique des publications des Services statistiques des Etats africains et malgache et du Service de coopération de l'INSEE (liste alphabétique) 1945-1961

Un fascicule 21x27 cm., non paginé, Paris, février 1962, INSEE

Liste de 330 publications présentées dans l'ordre alphabétique des titres, avec mention de l'année d'édition et du service éditeur, mais sans indications de format, pagination, auteurs des rapports. Ne mentionne pas les articles insérées dans les périodiques. Bibliothèque centrale : cote B.4540.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Situation des Enquêtes statistiques et socio-économiques dans les Etats africains et malgache au 1er janvier 1965

Un brochure, 90 pages polycopiées (+ erratum 3 pages), Paris, 1965, INSEE

Indication très sommaire sur la "situation" des enquêtes menées depuis 1955 "le plus souvent dans les Etats africains et malgache d'exception française", à l'exception, est-il précisée, de la Guinée.....

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Comptes économiques 1951-1956 : compte-rendu sommaire des travaux effectués depuis 1951 concernant certains Etats d'Afrique et de Madagascar

Une brochure, 79 pages, Paris, décembre 1959, Imprimerie Paul Dupont

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Bibliographie démographique. Travaux publiés par l'INSEE, les services de statistiques des Etats d'expression française

Bibliothèque de l'INSEE : B. 4.839, hors série (1945-70)

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Récensements et enquêtes démographiques dans les Etats africains et malgache : situation au 1er janvier 1974

Une brochure 21x29,7 cm., 88 pages polycopiées Paris, mai 1974, INSEE

Enumération des travaux, service "responsable". Une regrettable imprécision des références de publication.

LIBRARY OF CONGRESS

Official publications of French Equatorial Africa, French Cameroun and Togo, 1946-1958 : A Guide

Un volume, 20x26 cm, 78 pages, 1963, Washington D.C. Library of Congress.

Bibliothèque de l'INSEE : B.6051

LIBRARY OF CONGRESS

Madagascar and Adjacent Islands : A Guide to Official publications.

Un volume, 20x26 cm, 58 pages, 1965, Washington D.C. Library of Congress.

LIBRARY OF CONGRESS

French-speaking West Africa : A Guide to official publications 1895-1959.

Un volume, 20x26 cm, XII + 202 pages, 1967, Washington D.C. Library of Congress.

LIBRARY OF CONGRESS

French-speaking Central Africa : A Guide to official publications in American libraries

Un volume, 20x26 cm, XIIIV+ 314 pages, 1973, Washington D.C. Library of Congress.

Ces bibliographies de la Bibliothèque du Congrès, très sérieusement dressées, mentionnant les changements de dénominations des Territoires, Etats, institutions et services sont une source de premier ordre.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER-SERVICE DE STATISTIQUE

Inventaire social et économique des Territoires d'outre-mer. 1950-1955

Un volume 21x27 cm., Paris, 1957

Présente, pp.. 455-459, sous le titre "Activité du Service de Statistique de 1949 à 1956", un bilan de l'extension des services de statistique du ministère de la F.O.M. et des territoires d'outre-mer, de leurs publications, de leurs travaux et activités diverses durant la période de direction du service de statistique de la France d'outre-mer par P.G. Marietti.

SANNER, Pierre

Périodiques édités par les Services de Statistiques de la France d'outre-mer 1944-1958

Un fascicule 29,7x21 cm., pages, Paris, décembre 1992

Un relevé, loin d'être exhaustif, d'études insérées dans des périodiques édités, de 1944 à 1958, par le Service de Statistique du Ministère de la France d'outre-mer, en partage ou non

avec l'INSEE et par les Services de Statistiques de l'A.O.F., de l'A.E.F., du Cameroun et de Madagascar.

SANNER, Pierre

Contribution à un Catalogue des livres et brochures édités par les Services de Statistiques de la France d'outre-mer- 1944-1958

Un fascicule 29,7x21 cm., pages, Paris, décembre 1992

Dressée par micro-ordinateur, cette bibliographie se prête à reclassement géographique, thématique, par auteur, par date d'édition. Champ disponible pour enregistrement des bibliothèques détenant l'ouvrage et de cote de classement.

SERVICE DES STATISTIQUES D'OUTRE-MER

Outre-Mer 1958- Tableau économique et social des Etats et Territoires d'outre-mer à la veille de la mise en place des nouvelles institutions.

Un volume 13,5X21 cm., 862 pages, Paris, novembre 1959, Imprimeries Paul Dupont

Chant du cygne du Service de Statistique du Ministère de la France d'outre-mer, orchestré par A.Ficatier. Présente en annexe, pp.843-852, une " Liste des articles et publications publiés par les Services statistiques d'outre-mer et classés par matière". Les indications données sur chacune des œuvres listées sont malheureusement sommaires (pas de pagination, pas d'indication d'auteur). Les seuls articles mentionnés sont ceux publiés dans des périodiques édités par le Service de Statistiques du Ministère, les périodiques édités par les services d'outre-mer n'étant pas mentionnés. Cette Liste demeure cependant la meilleure introduction à un inventaire des travaux des Services de Statistiques de la France d'Outre-mer (Indochine exclue).

*
* *

